

Hydro-Québec sous Michael Sabia et la transition écologique au Québec

Number 5, 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1110135ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1110135ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Société

ISSN

2562-5373 (print)

2562-5381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(2023). Hydro-Québec sous Michael Sabia et la transition écologique au Québec. *Cahiers Société*, (5), 329–362. <https://doi.org/10.7202/1110135ar>

© Collectif Société, 2023



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



La revue Cahiers Société organise des forums sur des questions d'intérêt public afin de contribuer aux tâches de la pensée et de la connaissance sur la base de jugements éclairés portant sur un cas d'espèce. Nous procédons sur la base d'invitations ciblées et à partir d'une question initiale la plus simple possible, question qui peut cependant être déclinée par les participants selon ce qui leur semble être ses dimensions constitutives. Nous supposons de plus que ceux et celles que nous invitons à échanger n'ont pas besoin d'autre préparation que la connaissance qu'ils ont de l'objet sous-jacent à la discussion.

Bien que les Cahiers Société soient une revue internationale à comité de lecture, les forums n'y sont pas soumis au processus de la révision par les pairs et ils sont déposés sur le site du COLLECTIF SOCIÉTÉ dès leur transcription terminée. Les forums n'étant pas des entrevues dirigées, mais des discussions, les participants sont invités à aller vers la question selon l'angle qu'ils ont choisi et à exposer leur pensée par livraisons successives, au fil de la circulation de la parole, afin d'éviter les longues déclarations liminaires qui pourraient briser le rythme.

Hydro-Québec sous Michael Sabia et la transition écologique au Québec

La nomination d'un nouveau PDG à la tête d'Hydro-Québec offre l'occasion de réfléchir aux orientations, prévisibles, souhaitables ou redoutables, de la société d'État dans un contexte où toutes les questions sont et seront remises à plat par la crise climatique : on pense évidemment aux questions politiques, touchant au rôle des sociétés d'État dans la perspective de l'intérêt national ; aux questions économiques, touchant à l'intégration canadienne ou continentale du secteur énergétique ; aux questions sociales, touchant la redéfinition de la social-démocratie et des enjeux de justice sociale au vu des bouleversements qui s'annoncent ; aux questions de gouvernance, touchant à la culture d'entreprise d'Hydro-Québec ; aux questions biophysiques liées aux limites de la consommation et de la croissance ; ou aux questions géopolitiques et aux contraintes imposées aux États par le capitalisme globalisé et par ses accessoires militaires.

Ce qui suit est la transcription d'une conversation qui a eu lieu, à l'instigation des *Cahiers Société*, le 28 août 2023 à l'UQAM. Désireux de contribuer à penser correctement la mission de la société d'État dans le contexte actuel, les Cahiers ont proposé à leurs invités d'entrer dans le labyrinthe par la porte de la nomination de Michel Sabia à la direction d'Hydro-Québec, aussi bien pour explorer la signification et la portée de ce choix selon eux que pour exposer la perspective générale de leur approche de la question énergétique. La rencontre, que présidaient Gilles Labelle et Gilles Gagné, s'est tenue en présence de quelques observateurs.

LES PANÉLISTES

PIERRE DUBUC

Pierre Dubuc est directeur et rédacteur en chef du mensuel L'aut'journal. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages politiques. À l'automne 2023, il publie Le Québec et la guerre en Ukraine. La tradition pacifiste québécoise mise à mal, aux Éditions du Renouveau québécois.

NORMAND MOUSSEAU

Normand Mousseau est professeur de physique à l'Université de Montréal, directeur scientifique de l'Institut de l'énergie Trottier (IET) à Polytechnique Montréal et du Carrefour de modélisation énergétique. Auteur de plusieurs livres, il pilote la publication des « Perspectives énergétiques canadiennes » de l'IET.

MARTINE OUELLET

Martine Ouellet est ingénieure mécanique de formation (Université McGill) et détentrice d'un MBA (HEC). Elle a été ministre des Ressources naturelles, députée et cheffe du Bloc québécois. Elle a également travaillé à Hydro-Québec pendant près de vingt ans, principalement comme gestionnaire en efficacité énergétique auprès des grands consommateurs industriels. Elle s'est impliquée dans la société civile, en particulier avec Eau Secours !, une coalition pour une gestion responsable de l'eau. Elle est cheffe de Climat Québec

PIERRE-OLIVIER PINEAU

Pierre-Olivier Pineau est professeur à HEC Montréal où il détient la chaire de gestion du secteur de l'énergie. Son livre L'équilibre énergétique est paru en 2023.

MARTINE OUELLET. — Merci pour cette invitation. C'est un grand plaisir d'être en compagnie de gens avec qui j'ai eu l'occasion de collaborer à plusieurs reprises dans le passé.

C'est une bonne idée de tenir cet échange aujourd'hui. Moi, je suis très inquiète. Je crois que nous sommes dans une période de dérive étatique extrêmement dangereuse. Hydro-Québec, c'est notre joyau collectif, c'est le fer de lance du développement économique du Québec et cette société publique devrait, je vais le dire au conditionnel, être le fer de lance face à la crise climatique.

Toutefois, quand je regarde depuis quelques années la gestion d'Hydro-Québec, je réalise que les mauvaises nouvelles n'ont pas commencé avec Michael Sabia. Je ne reculerai pas trop loin derrière, ce serait trop long, mais allons-y avec Sophie Brochu qui, sous un vernis de grande gentillesse, a dilapidé notre héritage en vendant, j'y reviendrai pour le montrer, l'électricité à perte. Nous perdons, au minimum, 3 cents du kilowattheure pour 20 térawattheures. Ils disent maintenant, chez Hydro, qu'il nous manque 100 térawattheures. Mais, c'est drôle, en 2021 nous étions en surplus, et cela alors que dans ce domaine les prévisions se font sur dix ans et pas sur un an ou deux. Ils ont vendu à perte 20 térawattheures aux États-Unis et les prévisions se sont inversées.

Ils ont aussi accueilli plein de centres de données à bas prix, ces grandes entreprises de bases de données qui consomment énormément d'électricité, mais qui ne créent pas d'emploi ni de valeur ajoutée pour le Québec, et maintenant ils veulent continuer en accueillant de façon anarchique n'importe quelle mine liée à des fabricants de cathodes sans voir à ce que ces entreprises se rendent jusqu'à la batterie (au Québec).

Je crois que Sophie Brochu n'est pas restée parce qu'elle ne pouvait plus continuer à faire ce qu'on lui demandait de faire. Elle a dilapidé notre richesse, mais en douceur ; ça ne paraissait pas trop et elle a réussi à garder une belle image. Mais elle ne pouvait plus aller plus loin et elle n'a pas accepté de faire la « job de bras » qui lui était demandée par Fitzgibbon et Legault (et par le grand capital derrière eux).

C'est comme ça que Michael Sabia est arrivé, quelqu'un qui a une certaine expérience dans le domaine de l'alignement avec le grand capital. Il a privatisé le CN, avec des résultats assez épouvantables en matière de sécurité. À la Caisse de dépôt et placement, il a privatisé, en partie et de façon très subtile, le transport en commun. Le REM aurait dû être public et là, bien qu'il appartienne à la Caisse et que la Caisse ce soit nos retraites, le REM est une propriété privée : ces actifs peuvent être vendus n'importe quand, avec des pertes importantes, une chose d'autant plus facile que le REM n'est nullement intégré au réseau public actuel.

Et là, avec le pavé de Sabia dans la mare du nucléaire, nous avons une déclaration parfaitement calculée, je suis assez bien placée pour le savoir. Au moment du démantèlement, on m'a garanti que l'on ne pouvait pas retourner en arrière. Michael Sabia sait très bien qu'on ne peut pas réouvrir la centrale nucléaire Gentilly ; c'est de la vieille technologie qui ne fonctionne pas bien et qui fonctionne à perte quand elle fonctionne. Si jamais Hydro-Québec revient dans le nucléaire, et je ne le souhaite pas, ce ne sera certainement pas avec Gentilly. On a d'ailleurs vu récemment Sabia ouvrir la porte à l'idée des mini-réacteurs, donc à nouveau à des intérêts privés.

La privatisation d'Hydro-Québec a commencé avec les mini-barrages privés, du temps de Mme Bacon. Ça a continué avec l'éolien. Il n'y a absolument aucune raison que ces choses soient privées. Les raisons que l'on a invoquées, c'était qu'Hydro-Québec n'avait pas d'expertise dans le domaine de l'éolien. Or, qu'est-il arrivé ? C'est l'EDF de France (qui est dans le nucléaire) qui a développé son expertise dans ce domaine, elle qui ne connaît rien à la dynamique des fluides, de même que Gaz Métro, qui, elle, est dans le gaz. Et cela alors qu'Hydro-Québec avait déjà une expertise mondialement reconnue dans la dynamique des fluides, que ce soit celle du vent dans les pales ou celle de l'eau dans les turbines. Tout cela n'était en somme que des mensonges et des justifications fallacieuses pour aller vers la privatisation, grâce à l'éolien.

Bref, je crois que la nomination de Michael Sabia est un désastre, je ne dirai rien de moins,

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

et qu'Hydro-Québec emprunte avec lui la direction contraire à celle qui devrait être la sienne.

Moi, je crois que tous les projets énergétiques qui s'en viennent devraient, que ce soit dans l'éolien ou les barrages, être le fait de l'Hydro et non pas du privé. Certes, on ne peut pas racheter ce qui s'est fait, cela ne servirait qu'à enrichir les propriétaires. Mais, pour l'avenir, Hydro-Québec a les moyens d'agir et devra avoir la responsabilité de le faire. Premièrement, dans le domaine de l'efficacité énergétique où il y a des gains immenses à faire. À Hydro, on parle actuellement de 8,7 térawattheures. Moi, j'ai calculé que l'on pourrait aller chercher facilement 35 térawattheures et que l'on pourrait convertir à la géothermie tous les grands bâtiments commerciaux et institutionnels, des gains qui n'ont pas besoin de venir de l'électricité. On a, et on aura, des choix à faire. Nous avons au Québec certaines entreprises extrêmement polluantes et extrêmement énergivores ; nous avons des choix de société à faire et ce n'est pas le genre de choix que Michael Sabia, les intérêts privés et le grand capital pourront faire. Il nous faut dans ce domaine une vraie volonté d'agir dans l'intérêt collectif et nous pourrions, avec Hydro-Québec comme moteur de la transition, devenir des leaders sur la planète. Il y a des gens qui disent que ça ne sert à rien et que c'est la Chine le problème. En réalité, nous émettons beaucoup plus de gaz à effet de serre par habitant que la Chine. Je crois que chaque être humain sur la Terre a droit à la dignité et que toutes les sociétés ont la responsabilité d'en préserver les conditions. Si une société (pas encore un pays) aussi bien dotée que le Québec pour réussir n'agit pas, ce serait comme admettre que personne n'a de raison d'agir. Face à l'ensemble des Québécois et des Québécoises, et même face à l'ensemble des êtres humains, c'est notre responsabilité et notre devoir de montrer que c'est possible et que ce n'est pas si compliqué. Il s'agit d'en avoir la volonté ; car, dans ce domaine, comme on me l'a dit récemment, quand on peut, on doit !

NORMAND MOUSSEAU. — Je vais aborder les choses d'un autre angle. Il faut revenir en

arrière et considérer le contexte dans lequel nous sommes aujourd'hui, alors que les gouvernements, québécois et canadien, se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre de manière importante : réduction de 37,5 % pour 2030, avec une aspiration à la carboneutralité d'ici 2050.

Cela veut dire que nous devons décarboner le service énergétique, et pour cela sortir le gaz et le pétrole de l'équation et les remplacer en bonne partie par l'électricité. Pourquoi l'électricité ? Parce que l'électricité est beaucoup plus productive ; si on prend le chauffage, par exemple, l'électricité peut servir à déplacer la chaleur plutôt qu'à la produire, ce qui permet des gains de productivité importants. Même chose pour une voiture électrique ; c'est trois fois plus efficace, en gros, qu'une voiture à essence, ce qui veut dire que ça prend moins d'énergie pour déplacer le même véhicule.

C'est comme cela partout dans le monde ; on voit que l'électricité va être au cœur de la transition énergétique, que partout dans le monde on doit augmenter l'utilisation d'énergie électrique pour être capable d'atteindre les objectifs climatiques. La biomasse va être là, mais elle va être marginale. Et il en va de même pour toutes les autres formes d'énergie, dites secondaires, bon marché.

Dans ce contexte de décarbonation, on doit, au Québec, mettre Hydro au cœur de notre effort puisque c'est le producteur et le distributeur principal d'électricité. On part déjà avec une avance par rapport au reste du monde. En gros, ailleurs dans le monde dans les pays développés, à peu près 20 % de l'énergie utilisée est de l'électricité. Au Québec, on est à 40 %, deux fois plus qu'ailleurs. Cela revient à dire que la décarbonation de notre société est plus facile parce que nous déjà un bout du chemin de fait et qu'en plus notre électricité est déjà décarbonée. Nous gagnons beaucoup de ce côté-là.

Mais nous devons quand même nous « projeter ». Nous sommes dans un contexte où tout le monde court après l'électricité, où tout le monde va vouloir, sur la planète, installer des éoliennes, installer des panneaux solaires,

développer des batteries. Nous sommes dans un contexte où tout le monde va dans la même direction. Nous avons l'impression d'être en avance, mais, en fait, nous sommes assis sur notre avantage initial et nous sommes plutôt en retard dans la transformation.

Lorsque nous regardons Hydro-Québec depuis Éric Martel, c'est-à-dire depuis le moment où nous avons adopté des objectifs climatiques, donc depuis 2016, nous voyons qu'Hydro mise sur l'échec complet de l'effort énergétique. C'est-à-dire que les plans stratégiques d'Éric Martel disaient que rien n'allait se passer jusqu'à 2030, que l'on allait continuer comme avant, qu'il n'y aurait pas d'électrification digne de mention, que l'on n'allait pas électrifier les transports, ni quoi que ce soit d'autre, et donc que la demande allait être comme par le passé, et qu'il fallait peut-être simplement réduire un peu nos projections de développement.

C'est ce qui a fait qu'on a mis en place des moyens pour exporter les surplus d'électricité qu'on avait à ce moment-là, parce qu'on ne voyait aucune façon de dépenser cette électricité-là dans un monde où la transition énergétique ne se faisait pas. Sophie Brochu est arrivée, elle a été un peu plus ambitieuse qu'Éric Martel, elle s'est rendu compte qu'il y avait en effet une transition qui devait se faire. Mais, malgré tout, son plan stratégique mise lui aussi, surtout à court terme, sur une transition énergétique ratée, sur le fait qu'en gros nous ne ferions pas la transition promise et que nous n'atteindrions pas nos objectifs climatiques.

Bon, ça s'aligne avec le gouvernement lui-même qui fait des plans qui ne représentent que la moitié de ses propres objectifs déclarés, donc avec un ministre chargé de défendre la cible de 37,5 %, mais qui fait des plans qui se rendent à la moitié de ça. C'est une autre histoire, mais donc on se retrouve là.

On se retrouve où exactement ? Eh bien !, depuis quelques années, Hydro-Québec se fait pousser dans le dos par ses clients, qu'ils soient commerciaux, résidentiels ou industriels, qui, eux, veulent participer à l'électrification de leur industrie ou de leurs services et qui demandent à Hydro plus de

ressources. Or, Hydro-Québec est obligée depuis quelques années de dire non à répétition à leurs demandes. Sur l'île de Montréal, un grand propriétaire immobilier qui veut sortir le gaz naturel va se faire dire non par Hydro-Québec. Les développements dans l'ouest de l'île ne peuvent pas se faire à l'électricité pour les bâtiments parce qu'Hydro-Québec n'a pas prévu avoir besoin de plus d'électricité sur l'île de Montréal et, donc, n'a pas fait les investissements nécessaires pour rajouter des lignes et pour rajouter de l'électricité. Je ne vous parle pas ici du futur, mais de ce qui se passe depuis deux ou trois ans déjà ; nous sommes dans une situation où Hydro-Québec met les deux pieds sur le frein à la transition énergétique.

Qu'est-ce qui arrive maintenant avec la nomination de Michael Sabia, dans ce contexte où nous avons eu à l'Hydro deux plans stratégiques à deux ans d'intervalle ? Eh ! bien, l'arrivée d'un nouveau PDG va faire en sorte qu'on va développer encore un nouveau plan stratégique et que l'on va perdre un autre deux ans. Il n'y a aucun PDG qui arrive et qui assume simplement le plan précédent. Or, je ne veux pas faire d'âgisme, mais Michael Sabia a soixante-dix ans ; les derniers postes qu'il a occupés ont duré entre six et dix-huit mois, ce qui n'est pas un signe de stabilité. On ne peut donc pas s'attendre à ce qu'il soit là très longtemps.

Dans le contexte où l'on doit faire une transformation majeure du réseau électrique, où l'on doit soutenir une transformation en profondeur, nous avons plutôt besoin d'une équipe qui serait là dans la durée, c'est-à-dire entre six et dix ans, et qui pourrait se projeter dans le temps. En partant, Mme Brochu nous a dit : « je vous ai donné un beau plan stratégique », comme si son successeur n'avait plus qu'à l'appliquer. La réalité, c'est que ça ne se passe jamais comme ça. Le nouveau PDG développera son propre plan, même s'il ne restera peut-être pas pour le déployer.

Tout cela fait que nous sommes piégés au Québec. Alors que partout dans le monde on ajoute de l'électricité décarbonée, au Québec, où nous en avons déjà beaucoup, nous ressentons moins l'urgence d'aller de l'avant.

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

Si le Québec voulait être un leader, il faudrait aller au-devant de la situation et dire, puisque nous avons cette électricité, avançons sur la décarbonation de secteurs qui sont largement ignorés ailleurs dans le monde, le secteur industriel et manufacturier, le grand bâtiment, des choses comme ça, et développons les compétences et les technologies pour arriver à nos objectifs.

Présentement, on ne voit pas une telle orientation. Il faudrait pour cela dégager des ressources, investir dans les réseaux de distribution qui n'ont pas, actuellement, la capacité de favoriser cette transition. Pour le moment, nous sommes encore en train de la rater ; bien que nous soyons partis avec quarante ans d'avance sur le reste de la planète, nous ne serons plus dans les premiers.

Bon, je vais arriver à la production de nouvelle électricité. Si on pense que cent térawattheures de plus c'est beaucoup, on peut regarder vers New York qui planifie de quadrupler sa puissance électrique, de passer de 30 à 120 gigawatts de puissance, à peu près, et d'éliminer tout son gaz naturel d'ici 2040. Et ils sont sérieux. Ils n'y arriveront sans doute pas, mais ils vont faire des investissements, ils vont avancer à un rythme beaucoup plus grand que celui que nous nous fixons, quand nous disons que c'est trop compliqué. Nous avons besoin d'un vrai leadership pour changer d'attitude et donc d'une société d'État qui fait le travail.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Je vais sans doute être la personne la plus positive du groupe, mais ne vous en faites pas : j'ai quand même aussi du négatif en moi. Cependant, plutôt que de blâmer Hydro-Québec pour son manque de leadership, je dirais que c'est la société en général qui n'a pas mis en œuvre les plans et les ajustements nécessaires pour atteindre les objectifs de décarbonation. On peut bien blâmer Hydro-Québec, on peut bien blâmer le gouvernement, mais les électeurs n'ont malheureusement pas élu des gouvernements ambitieux du point de vue climatique. Et nous ne sommes pas prêts à changer d'une manière générale, malheureusement, nos modes de consommation, nos achats de véhicules, la taille

de nos maisons, etc. Donc, moi, je mets un blâme beaucoup plus général que simplement sur Sophie Brochu ou Éric Martel, ou sur les différents ministres de l'Énergie que nous avons eus, ou sur les différents ministres de l'Environnement. Ces organisations-là, ces ministères-là réagissent à ce que les consommateurs et la société sont capables d'absorber. Certes, on voit des politiciens qui se présentent avec des plans plus ambitieux. Malheureusement, ils ne font pas élire, ce qui montre aussi qu'il y a, du côté des électeurs et des citoyens, des barrières à surmonter.

Bon, en fait, moi, j'ai été très sceptique, ou très surpris, quand Michael Sabia a été nommé parce que je savais que c'est une position très difficile à remplir. Il n'y avait personne qui me venait à l'esprit avant que le poste ne soit pourvu, personne dont j'aurais pensé : ah ! voilà le leader qu'il faut. Les gens qui ont vraiment une vision du secteur de l'électricité au Québec, il y en a peu et il y en a peu qui ont les compétences en gestion pour diriger Hydro-Québec. Donc, en fait, moi je n'avais pas grand monde en tête ; si on m'avait demandé qui nommer, je n'aurais pas su dire qui choisir.

Donc, j'ai été surpris et étonné, notamment pour des raisons que Martine Ouellet a mentionnées ; comme je l'ai dit, et cela a été repris dans la presse, Michael Sabia a un « historique » d'appropriation du bien public par des intérêts particuliers. Et c'est vrai que c'est ce qu'il a fait dans la majorité de sa carrière.

Mais, malgré tout, je pense que c'est un bon choix dans les circonstances. Pas spécifiquement pour ses réalisations passées : je suis d'accord que le REM c'est un désastre de planification et d'organisation du transport en commun ; la privatisation du CN aussi, même si ce n'est pas Michael Sabia qui en était responsable, cette privatisation a été un désastre dans le secteur ferroviaire.

Mais sur cette question il faut dire que notre société est complètement incapable de voir le rôle du ferroviaire ; aujourd'hui, il n'y a aucun développement qui s'y fait. En fait, même les gens qui travaillent sur la transition énergétique ne parlent pas du ferroviaire autant

qu'il faudrait en parler : c'est une technologie qui permettrait de réduire énormément la consommation d'énergie, et avec des technologies connues. Ça devrait être au cœur de notre transformation. Bref, il y a comme un blanc total sur le ferroviaire.

Mais pourquoi est-ce que je pense qu'en bout de ligne Michael Sabia c'est plutôt un bon choix ? C'est quand même quelqu'un qui réfléchit énormément, qui pense beaucoup et qui s'informe. Il s'informe et il ne sera pas le béni-oui-oui du gouvernement. Le gouvernement a un peu indiqué la sortie à Sophie Brochu. Celle-ci a pris la porte parce que, justement, elle ne voulait pas réaliser des projets mal planifiés ou servir les ambitions mal conçues du gouvernement. Michael Sabia, ce qui est bien, c'est qu'il ne va pas simplement prendre les commandes de Fitzgibbon en disant « je vais faire ceci ou cela ». Il a l'habitude de regarder les dossiers complexes, l'habitude de regarder les chiffres et la bonne nouvelle c'est qu'il va chercher de l'information. Donc, autant pour une commande du gouvernement pour d'éventuels projets hydroélectriques que pour le nucléaire, il va aller chercher l'information. À mon avis cette information est toujours utile. C'est toujours utile de s'informer et d'avoir de l'information pour nous dire que ceci est trop cher ou que cela ne marche pas. Au moins, une fois qu'on sait qu'il y a des commandes d'information qui sont faites, on sait que l'information pourra être partagée et qu'on pourra davantage informer la population québécoise sur les différents choix à faire.

Si, par exemple, on veut construire, comme Normand Mousseau voudrait le faire, des dizaines et des dizaines de gigawatts en plus, cela va coûter de l'argent ; c'est très bien, on peut le faire, mais il y a des gens qui ne vont pas être contents quand ils verront la facture et donc, le plus important, c'est de pouvoir regarder quelles sont les différentes options. Il y a plusieurs options qui existent.

Nous sommes au Québec des grands consommateurs d'électricité. Nous consommons 23 000 kilowattheures par habitant par année, tous secteurs confondus (donc l'industriel, le commercial et le résidentiel), à peu près cinq fois plus que la consommation mondiale (enfin,

disons quatre à cinq fois la consommation mondiale par personne).

Martine a mentionné quelque chose avec quoi je suis extrêmement d'accord : tout individu sur Terre doit avoir une dignité humaine. Je pense que ça serait indécent et aberrant que le Québec passe de 23 000 kilowattheures par personne à 30 000 kilowattheures par personne, ce qui est une augmentation de 50 %, alors qu'à Haïti, ils sont à 37 kilowattheures par personne par année et qu'en Allemagne ils sont à 3 000 ou 4 000 kilowattheures par personne par année. Je ne dis pas qu'il faut prendre Haïti comme modèle, mais il faut avoir conscience des inégalités mondiales, si on veut pouvoir regarder nos concitoyens mondiaux dans les yeux sans avoir honte de notre surconsommation.

Il faut impérativement travailler sur notre surconsommation et aller chercher les gisements d'efficacité énergétique que Martine Ouellet a mentionnés, je suis d'accord sur ce point. Elle dit qu'Hydro-Québec parle de 8 térawattheures, mais en fait ils parlent maintenant de 25 térawattheures. Et il y en a probablement encore plus qui peuvent être récupérés à travers différentes initiatives d'efficacité énergétique.

Je pense que Michael Sabia a conscience de cela, qu'il a conscience de l'importance des interconnexions avec nos voisins et c'est pour ça que moi je suis complètement en faveur de tous les projets d'interconnexion pour une raison que Normand Mousseau vient de mentionner : New York va mettre énormément de puissance éolienne de son côté, jusqu'à 120 gigawatts. Cela va faire des surplus énergétiques que nos voisins vont avoir à l'occasion et que nous avons la capacité de stocker. Mais pour cela il faut avoir la capacité de les acheminer chez nous et de les leur revendre à bon prix.

Donc, si on veut faire jouer au Québec un rôle central dans l'enrichissement et la décarbonation du Nord-Est, il faut construire des interconnexions avec nos voisins pour pouvoir bénéficier de leur électricité à faible coût quand ils vont en avoir des surplus incroyables à certaines heures de la nuit. New York va produire des dizaines et des dizaines

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

de gigawattheures. Ils ne vont pas savoir quoi en faire. Nous pourrions, si nous avons alors les infrastructures nécessaires et des lignes de transport, les acheminer chez nous et avoir des liquidités gratuites que l'on va pouvoir revendre à cinq fois le prix à nos industries, ou chez eux, comme on le fait et comme on l'a fait historiquement.

Cela va amener beaucoup d'argent à Hydro-Québec. Nous pourrions ainsi développer davantage en enrichissant le Québec, sans renoncer aux industries québécoises, et participer à la décarbonation régionale. Cela est vertueux à tous les niveaux et, à mon avis, c'est le plan que le Québec devrait mettre de l'avant pour devenir un leader de la décarbonation sur son sol et avec ses voisins. Et je pense que monsieur Sabia est particulièrement bien placé pour comprendre le rôle des interconnexions et pour parler avec les voisins d'Hydro-Québec.

Car Hydro-Québec fait très peur aux voisins pour deux grandes raisons qui sont en général incomprises. Premièrement, Hydro-Québec est un mammoth comparé à tous ses voisins. Aux alentours, il n'y a pas de compagnie similaire, aussi grosse. Et deuxièmement, nous sommes francophones. Voilà les deux raisons pour lesquelles nous faisons peur à nos voisins ; or ce n'est pas une bonne attitude que de faire peur aux voisins quand on veut travailler en collaboration avec eux pour décarboner. Ne pas faire peur aux voisins, cela ne veut pas dire d'ouvrir les portes à tout le monde, de tout donner et d'être naïfs. Cela veut dire, au contraire, d'établir de bonnes relations pour travailler de manière collaborative à la décarbonation, ce qui, à mon avis, est essentiel, et reconnaître qu'Hydro-Québec n'est qu'un joueur parmi d'autres.

Oui, nous avons besoin d'un leadership de la part d'Hydro-Québec et, oui, je suis d'accord pour dire qu'elle n'a pas exercé ce leadership, qu'elle n'a pas eu la vision pour développer sa position de pierre angulaire de la décarbonation. Mais je blâmerais beaucoup plus l'ensemble de la société. Personne, vraiment, ou très peu de gens ont une vision et très peu de gens remettent en question de manière réaliste nos modes de consommation.

Oui, certains peuvent proposer des systèmes économiques complètement inédits, mais bon, on parle de sauts quantiques dans l'inconnu et je ne pense pas que notre société en soit capable. Il y a des actions rapides que nous pourrions prendre qui seraient très efficaces pour réduire la consommation d'énergie sans forcément tout électrifier, mais en passant plutôt par une réduction de la consommation qui permettrait d'électrifier dans certains cas et de nous enrichir bien plus rapidement qu'en continuant avec un modèle expansionniste de construction à n'en plus finir.

PIERRE DUBUC. — Moi je vais commencer par une image. C'est celle de François Legault qui annonce les subventions à GM devant un Hummer, un véhicule qui pèse 4 000 kilos. La batterie d'un Hummer est plus lourde qu'une Honda Civic. Et puis ce n'est pas le seul véhicule qui appartient à un avenir électrique de ce genre. Chevrolet veut faire la même chose avec son Silverado et même Tesla fabrique un genre de cyber-pick-up, une manière de blindé.

C'est ça le projet actuel, simplement parce que c'est plus payant pour les compagnies d'automobiles de produire des véhicules utilitaires sport que tout le reste. C'est dans cette direction-là que ça avance. Et c'est la dimension des véhicules qui fait en sorte que la dimension des batteries a augmenté de 10 % par année de 2018 à 2022. Vous connaissez bien les conséquences de ce genre de tendance.

Moi, je pense qu'il faut partir de la question suivante : est-ce que c'est ce modèle de société que nous voulons ? Est-ce que nous voulons nous intégrer dans ce grand plan américain ? Car, finalement, c'est d'abord de ça qu'il est question.

Le plan c'est le suivant : les États-Unis veulent se découpler de la Chine, surtout dans les matériaux et les minerais stratégiques. Je vais vous citer à ce sujet le New York Times qui demandait récemment : Can the world make an electric battery without China ? La Chine a la mainmise sur l'extraction et le raffinage des minerais entrants dans la production des batteries, de même que sur l'assemblage et la vente des voitures électriques. La Chine produit 60 % des terres rares, six fois plus

présentes dans les voitures électriques que dans les voitures conventionnelles ; elle contrôle 28 % de la production mondiale de lithium et en raffine 67 % ; elle domine 78 % de la production de graphite et en raffine 70 %. Elle détient 40 % des mines de cobalt et 73 % de son raffinage. Elle possède la plupart des mines de cobalt au Congo, source de la plus grande partie de la ressource ; certes, elle ne possède que 5 % du manganèse, mais elle en raffine 95 %, de même qu'elle raffine 63 % du nickel.

Les conséquences de tout ça c'est qu'elle produit 92 % des anodes, 77 % des cathodes, 82 % des électrolyses, 74 % des séparateurs, 66 % des cellules de batterie, et c'est elle qui les assemble.

Alors, les États-Unis veulent se sortir de ça et c'est le but de l'Inflation Reduction Act que vous connaissez avec ses 370 milliards d'investissements sur dix ans. Le Chips and Science Act fait partie du même plan, mais spécifiquement pour les puces, avec les 32 milliards qui ont été mis de l'avant spécifiquement pour reconstruire la capacité américaine dans ce secteur. Je pense qu'il faut voir au niveau continental ce que les États-Unis veulent faire. Ils ont besoin des ressources naturelles du Canada. Le département de la Défense a publié une carte avec toutes les mines au Canada et le Pentagone s'est engagé à financer des projets miniers.

Or, il y en a beaucoup au Québec de mines dans le domaine des matériaux stratégiques, je peux vous les énumérer, mais je pense que vous les connaissez. Je ne crois pas qu'il y aura beaucoup d'argent spécifiquement dans les batteries au Québec. Je peux comprendre cependant qu'il y ait soudainement beaucoup d'argent public pour les batteries en Ontario ; on est déjà presque à 30 milliards de subventions dans cette province. Je comprends qu'en Ontario, quelque part, c'est de leur industrie automobile qu'il s'agit. S'ils ne s'impliquent pas là-dedans, leur industrie automobile va être foutue. Donc ils essaient de jouer le jeu et de s'intégrer dans le plan américain.

Mais, quel est l'intérêt du Québec de s'impliquer dans le plan américain ? Bien sûr que

dans les mines il va y avoir de gigantesques demandes d'énergie ; tous les matériaux qui sont là, d'après ce que j'ai lu, mais je ne suis pas un expert dans ce domaine, demanderont beaucoup, beaucoup d'énergie pour l'extraction et le raffinage. Donc, c'est ça la situation : les États-Unis se préparent pour un affrontement économique avec la Chine, et sans doute à un moment donné un affrontement militaire. Et pour ça, ils ont besoin des ressources du Canada, des ressources du Québec, et non seulement pour le raffinage, mais aussi pour toutes sortes d'interconnexions. Je pense que cela sera extrêmement important dans les années qui viennent, et très dangereux.

Je serais d'accord avec les batteries si c'était pour les autobus, mais ce n'est pas pour ça qu'on subventionne Ford ou GM, ce n'est pas du tout pour ça et donc je m'interroge sur notre intérêt à s'intégrer.

Je reviendrai plus tard sur l'interconnexion, mais je pense que si nous voulons avoir un portrait général, il faut partir de cette situation. Michael Sabia est un gars qui a des liens. Il a lui-même ses interconnexions avec les grands de ce monde-là. Il était au CN et il était au bureau des infrastructures à Ottawa. Les interconnexions, on commence à les voir. Vous savez comment les claims miniers ont augmenté au Québec, et avec eux les craintes que ça entraîne. Ce n'est pas pour rien. Les compagnies minières voient le pactole qui s'en vient et elles s'impliquent dans cet aspect de l'interconnexion.

Tout cela fait que si nous n'avons pas une vision du plan américain d'intégration de l'anglosphère dans cette transition économique et stratégique, nous ne pouvons pas comprendre les conséquences de ces enjeux supérieurs pour le Québec.

Car tout cela joue déjà au Québec même. C'est quand même étonnant que tout d'un coup on se réveille et qu'on découvre qu'il nous manque 50 % de la production électrique. Quelle est la nature des nouveaux besoins, quel plan avons-nous pour les combler ? En réalité, tout cela se joue dans le cadre d'un affrontement géopolitique, un affrontement mondial qui se prépare, qui a déjà commencé avec la

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

guerre en Ukraine, qui va se développer avec la concurrence entre la Chine et les États-Unis. Les États-Unis veulent nous faire jouer un rôle dans cette affaire, notamment avec les interconnexions.

NORMAND MOUSSEAU. — Je voudrais revenir sur la question de la consommation d'électricité parce qu'il y a une confusion totale là-dessus, concernant notamment le rôle de l'efficacité énergétique.

D'abord, la consommation. Nous consommons plus d'électricité au Québec, per capita, que dans le reste du monde parce que nous consommons moins de pétrole et de gaz. Nous avons déplacé du gaz et du pétrole. Quand nous attirons une aluminerie, cette dernière va consommer de l'électricité. Quand on regarde la consommation résidentielle par habitant, la consommation d'électricité au Québec est légèrement au-dessus de la Norvège. Pourquoi ? Parce que la Norvège a électrifié son bâtiment, mais qu'il fait moins froid en Norvège. Nous chauffons donc un peu plus. Je ne dis pas que c'est parfait, je ne dis pas qu'il n'y a plus rien à faire, mais il y a une confusion sur la question de la consommation d'énergie ; oui, nous gaspillons de l'énergie, comme c'est le cas actuellement partout dans le monde.

Cependant, penser que nous pouvons faire une transition énergétique et sortir la moitié de notre consommation d'énergie, la moitié qui est à base d'hydrocarbures fossiles, sans augmenter notre consommation d'électricité, ça ne tient simplement pas la route, quand on fait les analyses des rapports coûts/bénéfices. À l'Accélérateur de Transition, nous avons fait ces analyses, l'Institut climatique du Canada aussi. C'est moins cher d'électrifier le chauffage avec des thermopompes que de faire une révision globale de l'isolation des maisons. Si on croit que ça va coûter cher de construire de nouveaux approvisionnements en électricité pour le bâtiment, et bien refaire tous nos bâtiments pour réduire la demande et accroître l'efficacité coûterait encore beaucoup plus cher. D'ailleurs, nous n'avons pas la main-d'œuvre ; ça ne marche pas. La solution, c'est qu'il faut augmenter la production d'électricité. Bien sûr, il faut s'assurer que les

nouveaux bâtiments soient efficaces, car dans le neuf les coûts de l'efficacité énergétique sont plus bas, mais si nous voulons décarboner notre société, ce qui reste aujourd'hui l'enjeu principal, nous n'avons pas le choix : il faut augmenter la production d'électricité, puis l'utiliser pour électrifier nos activités. Les responsables du fait que nous n'avons pas sérieusement commencé à décarboner ne sont pas les citoyens. Ce qui est arrivé en Angleterre en 2005, ce n'est pas parce que les citoyens étaient dans la rue ou qu'ils ont élu les gouvernements plus intelligents. C'est que la machine gouvernementale a compris que c'était un vrai problème et que son rôle était de s'assurer que les citoyens soient traités comme du monde et soient protégés. La lutte aux changements climatiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, est un enjeu important qui doit être traité au niveau de la société.

C'est ce qui fait qu'en Angleterre, depuis vingt ans, peu importe les partis politiques, avec évidemment des allers-retours, des hésitations et tout ça, on a engagé une réduction des émissions et une transformation. On n'a pas attendu que les citoyens prennent l'initiative. Les citoyens, quand ils votent, considèrent plein d'autres affaires et plein d'autres projets ; ils ne votent pas pour un seul enjeu, ils votent pour toutes sortes d'enjeux et c'est ridicule de penser que ce sont les citoyens qui vont pousser ou orienter des transformations aussi complexes que celles-là.

Je reviens sur la demande en électricité : nos modélisations, qui incluent toutes les solutions d'efficacité énergétique rentables, nous amènent à une demande de 125 térawattheures de plus d'ici 2050. Et c'est une sous-estimation de ce qu'il va nous falloir d'électricité pour y arriver.

MARTINE OUELLET. — Je dois commencer par dire que je ne suis plus capable d'entendre le discours de la culpabilité individuelle dans le dossier des gaz à effet de serre. Dans le secteur énergétique, ce sont principalement des choix de technologies, des choix de l'État du Québec qui a laissé faire l'entreprise privée ou des choix directs de l'État qui nous ont conduits là où nous sommes. Je voudrais qu'on arrête de

promouvoir la culpabilisation individuelle ; ça ne fait qu'augmenter l'écoanxiété et ça paralyse les gens au lieu de nous mettre en action. Et puis (s'adressant à Pierre-Olivier Pineau), quand tu dis que c'est très complexe, je m'excuse, ce n'est pas complexe. Ça se calcule et ça se comprend.

Dans le domaine des grands bâtiments et des industries, on a principalement affaire à de la chauffe (sauf quelques exceptions dans le domaine industriel). La chauffe dans ce secteur, Hydro-Québec connaît ça puisqu'elle s'y est déjà engagée dans les années 1980. Sortir le gaz et le pétrole de ce secteur, ce n'est pas compliqué ; ça consiste essentiellement à remplacer des chaudières au mazout par des chaudières électriques. Et aujourd'hui, nous avons encore mieux. La géothermie est une technologie qui est sous-utilisée et qui devrait être réservée à ces secteurs. On sait maintenant qu'elle est trop chère pour le résidentiel, où sa performance diminue avec le temps, mais qu'elle est très efficace pour l'industriel et le commercial, pas pour les procédés, évidemment, mais certainement pour le chauffage.

C'est sûr que si nous continuons comme actuellement et que nous ne révisons pas les choix énergétiques et les technologies, ça sera compliqué. Mais, moi, j'ai calculé que sortir le gaz et le pétrole des bâtiments et des usines, c'est 76 térawattheures en comptant l'efficacité énergétique. Car on ne va pas faire ça à un taux d'un pour un avec des techniques inefficaces. Si nous décidons de faire une transition importante vers la géothermie, nous sommes capables de baisser ce montant.

Pour le transport des personnes, je trouve encore ici qu'il faut arrêter de culpabiliser les gens d'utiliser leur voiture ; il faut plutôt leur donner des alternatives qui vont faire en sorte qu'ils n'aient plus le goût de l'utiliser. Quand les alternatives seront là, moi, je pense que les gens vont changer leurs habitudes de manière volontaire. On a plein d'exemples : quand le viaduc de la Concorde est tombé, les gens ont pris le transport en commun parce que le trafic était épouvantable et que c'était la meilleure solution. Mais il faut d'abord être déterminé à offrir des alternatives et à les ajuster en cours de route.

Pour examiner la question des voitures, commençons par nous fier aux calculs d'Hydro-Québec. Déplacer toutes les voitures du Québec, l'ensemble du parc automobile et les petits camions, vers l'électricité, c'est 15 térawattheures. Ce n'est vraiment pas la fin du monde. Mais cela, c'est du un pour un et ce n'est évidemment pas ce qu'il faut faire. Il faut plutôt commencer par investir dans le transport en commun et même dans le transport en commun gratuit. Pour que cela fonctionne sur une grande échelle, il doit y avoir des incitations et de la disponibilité. Moi, quand je suis allée à Glasgow, le transport en commun était gratuit pour les délégués, ça fait une grosse différence ; on le voit aussi à Sherbrooke avec les étudiants, on voit la différence que ça fait et on en a des exemples qui démontrent que ça fonctionne.

Je pense que devons faire des choix et les faire dans le bon ordre : efficacité énergétique, transport en commun plutôt que l'auto solo, arrêter d'accueillir au Québec des grosses industries énergivores qui n'ont pas de valeur ajoutée, etc. Il y a des industries qui ne sont pas du développement économique, mais de la dilapidation économique ; ce n'est pas pareil, il faut faire attention. On a été tellement brainwashés qu'on a l'impression que n'importe quelle usine qui arrive est du développement économique.

Quand tous ces choix auront été faits, je pense que la production de nouvelle électricité serait la dernière solution. Je ne dis pas que l'on n'aura pas à se rendre là, mais je pense qu'on a beaucoup d'autres choses à faire avant. Nous avons encore des gisements d'éolien, mais qui devront être exploités par Hydro-Québec, en collaboration avec les populations. Et, après ça, on regardera s'il y a nécessité de développer de nouvelles sources hydrauliques.

Et là, je veux revenir à Normand Mousseau, parce que je suis assez d'accord avec son analyse, et ensuite à Pierre-Olivier Pineau, quand il dit que nous allons faire beaucoup d'argent en vendant aux États-Unis. Sur ce point, je m'excuse, mais le contrat qui a été signé par Sophie Brochu avec le Massachusetts, à 5,5 cents du kilowattheure, et avec New York (nous ne connaissons pas le prix, mais comme

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

New York savait le prix du Massachusetts, il est certain que leur prix n'est pas plus élevé) est en bas de notre coût marginal de production.

Nous n'avons pas les données pour le nouveau barrage, mais le dernier coût de production de l'éolien que j'ai sorti quand j'étais ministre était à 6,9 cents du kilowattheure. C'est sûr que c'est plus élevé que cela aujourd'hui, surtout que nous avons établi un coût beaucoup plus bas que les libéraux qui parlaient de 12 ou 13 cents du kilowattheure. (En passant, cela montre bien que lorsqu'il y a des intermédiaires qui se graissent la patte dans le processus, les données peuvent bouger beaucoup.) Mais, bon, soyons réalistes et mettons que le coût marginal est maintenant de 8,5 cents le kilowattheure : nous perdons donc 3,0 cents par kilowattheure parce que l'hypothèse de Sophie Brochu selon laquelle nous allions perdre de l'énergie si nous ne la vendions pas n'est pas conforme à la situation. Elle savait qu'elle ne pouvait pas, dans ces circonstances, prendre le coût moyen de production comme comparaison et faire ainsi figurer des «profits sur papier».

Il est toujours facile de faire des profits sur papier, des profits qui n'ont rien à voir avec la vraie vie. C'est la même chose pour la vente de 20 térawattheures aux États-Unis et le projet de servir de batterie pour revendre bien cher ce que nous allons acquérir gratuitement.

Écoutez, moi je ne blâme pas Hydro-Québec. J'ai passé vingt ans comme gestionnaire à Hydro-Québec et je peux vous dire qu'il y a plein de personnes qui veulent faire les bonnes choses et qui ne sont pas d'accord avec leur direction. C'est la direction d'Hydro-Québec que je vais blâmer.

Quand ils prennent des décisions comme celle de vendre ces 20 térawattheures, ils créent une situation où il est sûr qu'après ça nous allons manquer d'électricité. Et puis là, tout à coup, on nous dit : il en manque, il en manque ! Ben oui ! Ils ont tout fait pour qu'il en manque. Quand la direction d'Hydro-Québec négocie pour favoriser des intérêts particuliers, on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle obtienne les meilleurs prix pour la population. Avec l'exemple des deux contrats de vente, au Massachusetts et à

New York, il n'y a rien pour nous rassurer quant à l'orientation actuelle de notre société d'État.

Nous devons maintenant exiger plus de transparence. Je ne suis pas opposée en principe à l'idée de participer à l'effort américain. Mais je pense qu'avant que nous dilapidions nos propres ressources pour l'effort américain, les Américains devront s'engager sur une nouvelle voie ; autrement, nous ne ferons que favoriser leur surconsommation. Vendre plein d'électricité aux États-Unis et ensuite construire de nouveaux barrages avec l'argent de ces ventes c'est favoriser la surconsommation. Je pense que l'hydroélectricité est la meilleure source d'énergie, mais il ne faut pas oublier qu'elle aussi a des impacts environnementaux, des impacts sur le territoire. Il n'y a aucune source qui n'a pas d'impact, sauf l'efficacité énergétique et la réduction de la consommation d'énergie.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Je ne veux culpabiliser personne. Je pense que nous sommes tous un peu coupables de par nos modes de vie. Mais l'État a très clairement un rôle à jouer dans la consommation et, clairement, il n'a pas joué son rôle. J'ai écrit dans mon livre que nous sommes une société de tricheurs, nous ne respectons pas les règles que nous devrions respecter : nous avons pollué, nous continuons de polluer sans payer, nous n'acceptons pas les limites, nous ne fixons pas les limites qui seraient nécessaires pour respecter nos écosystèmes. Nous avons un historique de tricherie et nous n'élimons pas les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux qui nous permettraient de mettre fin à cette tricherie collective. Tout cela fait en sorte que nous arrivons aux catastrophes environnementales dans lesquelles nous sommes.

Il faudrait arrêter de tricher et arrêter de tricher c'est commencer à payer. Quand on regarde les ventes de véhicules au Québec, on voit, ben oui, que les gouvernements ont laissé tout un système de transport se développer en ne taxant pas assez, en ne mettant pas assez de limites, en laissant les ménages trop s'endetter. Donc, très clairement, les gouvernements ont une immense responsabilité ; ils n'ont pas mis les mesures fiscales nécessaires pour limiter la dérive et n'ont pas développé, parce que c'est

difficile de faire des transports en commun adéquats et du transport actif adéquat quand les gens ont leur propre véhicule.

Mais il faut aussi reconnaître que quand un individu ou un ménage va chez le concessionnaire et choisit d'acheter un véhicule à 60 000,00 \$ plutôt qu'un véhicule à 30 000,00 \$, il y a une responsabilité personnelle. Le fait de s'endetter deux fois plus pour avoir un plus gros véhicule, plus énergivore, ne relève plus d'un État qui aurait failli à sa tâche, mais du choix individuel de ceux qui décident de s'endetter davantage et de s'accrocher à la consommation. Et, oui, aussi de la publicité, de l'influence ou des voisins : mais si nous mettons cette fois toute la responsabilité sur l'influence de la « société », alors nous ne croyons plus en la démocratie. Car comment est-ce qu'une personne sous influence qui n'aurait aucune responsabilité sur l'achat d'un véhicule pourrait voter et faire un choix responsable et éclairé ? Il faut admettre que l'individu choisit.

Bref, je ne suis pas dans la culpabilisation, mais je pense que s'il faut reconnaître que les gouvernements ont failli à leur tâche, les individus n'ont guère fait mieux : par leur consommation, par leur extraordinaire production de déchets, par le gaspillage alimentaire, par la taille des véhicules, par la taille des maisons, etc. Normand Mousseau disait qu'il n'y a pas de main-d'œuvre pour faire de l'efficacité énergétique et isoler les bâtiments ; mais il y a beaucoup de main-d'œuvre pour ajouter des comptoirs en marbre, pour installer des piscines, pour faire des entrées de garage électrifiées parce qu'on n'a plus envie de pelleter la neige. La main-d'œuvre, elle existe, mais elle travaille pour agrandir le parc immobilier, alors qu'on est en crise du logement, et pour ajouter des pieds carrés au bénéfice de ceux qui peuvent payer, au lieu de transformer le parc immobilier.

J'arrive à l'efficacité énergétique. Vingt-cinq térawattheures, c'est ce qu'Hydro-Québec dit officiellement dans son plan, dans son analyse technico-économique de l'efficacité énergétique possible, et cela au prix actuel de l'énergie. Cela veut dire qu'il serait économiquement rentable de réduire d'autant l'usage de l'électricité par de meilleurs procédés. Mais

cela c'est sans compter les efforts commerciaux qu'il faudrait faire pour convaincre les gens qui n'ont pas envie de faire les changements. Cela demandera de grands efforts de marketing parce que nous sommes dans une société qui est tellement riche que l'on préfère aller sur son patio et boire sa bière autour de la piscine plutôt que de planifier de la rénovation énergétique. Et je suis moi-même coupable de ça, j'espère que Martine Ouellet me donnera le droit de me culpabiliser moi-même, parce que je me dis que je devrais faire davantage d'efficacité énergétique dans mon duplex.

Il est certain qu'en nous vendant l'électricité à un prix qui est inférieur à la valeur des services qu'elle peut rendre, nous ne nous aidons pas. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'hydroélectricité est une énergie de grande valeur, sauf Normand Mousseau qui pense que c'est une énergie de faible valeur. Au prix où elle se vend, il est difficile de rentabiliser un paquet d'actions d'efficacité énergétique, dont la géothermie dont parle à très juste titre Martine Ouellet. Avec le bas prix de l'électricité, on fait croire à tout le monde qu'elle est illimitée, que l'on pourra toujours rajouter davantage de parcs de production et on offre une option pour éviter les mesures d'efficacité.

Et ça, c'est un problème ; dans une société riche comme la nôtre, dont la richesse s'est accrue de 40 % globalement ces vingt ou vingt-cinq dernières années, c'est nous encourager à surconsommer, alors que nous sommes déjà de très gros consommateurs. Je sais qu'il y a des couches de pauvres et qu'il faut faire attention aux ménages à faible revenu. Mais globalement notre société s'est enrichie énormément et nous avons les moyens de faire énormément d'actions d'efficacité. Nous vendre à nous-mêmes l'électricité à un prix très bas ne nous aide pas.

Je terminerai en revenant sur un point que Martine Ouellet a mis de l'avant, celui de tout centraliser sur Hydro-Québec et de dire qu'elle devrait être au cœur du développement énergétique. J'ai beaucoup de malaise avec ça, justement à cause d'un exemple qu'elle a donné, la géothermie. Or, c'est là une manière décentralisée de produire de l'énergie.

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

Je ne vois pas ce qu'Hydro-Québec viendrait faire dans la géothermie ou dans les panneaux solaires. Si les gens veulent en mettre chez eux, je ne vois pas pourquoi Hydro-Québec devrait absolument être en charge. Il y a une compagnie québécoise qui s'appelle Eocycle qui fait des petites éoliennes de 20 à 25 kilowatts qui peuvent être mises de manière décentralisée dans des fermes ou même des chalets.

Les technologies décentralisées de production se développent tellement que ça serait une aberration que les ménages et les petites entreprises doivent demander à Hydro-Québec le droit de produire de l'énergie. Il y a des acteurs qui peuvent devenir des producteurs, comme Hydro Sherbrooke qui produit de l'énergie. Si elle voulait faire un autre projet éolien, pourquoi est-ce qu'elle devrait passer par Hydro-Québec ? Pourquoi des coopératives solaires ne pourraient-elles pas voir le jour ? Pourquoi des acteurs ne pourraient-ils pas produire et revendre à leurs voisins ? La technologie est disponible.

C'est possible de produire et de revendre facilement, et c'est pour ça que dans le mémoire que nous avons déposé lors des consultations sur l'encadrement et le développement des énergies propres au Québec nous avons dit qu'il fallait ouvrir le secteur de la production à tous parce que les technologies le permettent. Hydro-Québec a fort à faire avec ses barrages, ses réseaux de transport et de distribution qu'il faut moderniser, entretenir et mettre au niveau du vingt et unième siècle. Donc c'est important d'ouvrir le secteur en plus de responsabiliser l'ensemble des acteurs pour qu'ils consomment de façon plus responsable.

MARTINE OUELLET. — Pierre-Olivier Pineau me fait dire des choses que je n'ai jamais dites. Je n'ai jamais dit qu'Hydro-Québec devait prendre en charge la géothermie. Moi, j'ai géré des programmes d'efficacité énergétique. On donnait des aides financières pour que des bâtiments installent la géothermie. Tu as affirmé que ce n'était pas rentable. C'est complètement faux : avec un petit coup de pouce financier, on ramenait à trois ans le délai de rentabilisation (le payback) qui était de cinq ou

six ans. C'est totalement rentable au prix actuel de l'hydroélectricité, et ce que tu dis est totalement faux...

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Ça renforce mon point...

MARTINE OUELLET. — Non, ça ne renforce pas ton point. Hydro-Québec n'a pas à installer la géothermie, je suis tout à fait d'accord avec ça. Mais Hydro-Québec donne une aide financière, quand c'est de l'énergie qui est décentralisée.

Il faut faire attention et savoir de quoi on parle : soit on parle de l'énergie décentralisée, la géothermie ou le solaire particulier, par exemple, soit on parle de projets de développement énergétiques qui sont des projets privés, que ce soit un mini-barrage ou un parc éolien. Ce sont deux choses complètement différentes.

Oui, la géothermie intéresse des commerces, des institutions. Oui, ce sont des projets où les gens s'alimentent eux-mêmes et où ce n'est pas à Hydro-Québec de gérer la construction ou l'installation. C'est comme quand tu fais des rénovations chez toi ; ce n'est pas à Hydro-Québec de gérer les rénovations chez toi, de gérer la pose de l'isolant ou même d'aller installer la thermopompe. Ce n'est pas Hydro-Québec qui installe la thermopompe, mais c'est Hydro-Québec qui donne une aide financière, par exemple, qui a la vision globale de ce qui se passe, qui a l'expertise et qui connaît les normes, quand c'est nécessaire. Par contre, les parcs éoliens, ça prend une expertise particulière, car ces parcs doivent être branchés sur le réseau d'Hydro-Québec. Quant à moi, c'est Hydro-Québec qui devrait opérer tous ces parcs, en collaboration avec les communautés locales pour des redevances.

Quant à Hydro-Sherbrooke, il ne s'agit pas d'une entreprise privée ; c'est une entreprise publique. Il faut faire attention à ne pas tout mélanger. Il y a quelques exceptions de ce type au Québec, des réseaux municipaux d'électricité.

Dernier point : quand on dit que les individus devraient faire ceci, qu'ils devraient faire

cela, mais qu'en réalité ils n'ont nullement le goût de faire ce qu'ils devraient faire et qu'ils aiment mieux boire de la bière sur le patio plutôt que de rénover... Excusez-moi, mais je trouve que c'est encore la chasse aux coupables. Quand les programmes sont bien faits, ils atteignent les objectifs. Mais actuellement, quand vous faites des rénovations et que vous essayez d'ajouter une thermopompe chez vous, c'est l'enfer.

Quand je suis devenue ministre des Ressources naturelles, la première chose que j'ai dû faire, c'est de réviser tous les programmes d'efficacité énergétique. C'était n'importe quoi, avec des listes de critères à ne plus finir, avec des annonces d'argent pratiquement impossible à obtenir, avec des barrières à l'entrée qui visaient à limiter la demande de ce qu'on offrait, et cetera.

Actuellement, avec le programme de thermopompe, par exemple, on est revenu à ce fouillis. Il y a tellement d'exigences qu'il est impossible de savoir en commençant quel sera le résultat de la démarche ni comment vont jouer les définitions de duplex, de triplex, de copropriété, de nombre d'étages ou de pièces, et ainsi de suite. À la fin, c'est une perte de temps et des délais qui compromettent la rénovation. Et ça, les gens le savent.

Alors, le citoyen inconscient sur son patio, moi, je n'achète pas ça. Les gens font la différence entre ce qui les aide et ce qui leur nuit, entre un bon programme et un mauvais.

GILLES LABELLE. — Bon, ça se complique sur la liste des tours de parole. On peut faire un premier constat à propos d'une question qui revient dans la plupart des interventions, la question «citoyen ou État?» Qui est coupable de l'inertie actuelle et qui doit être responsable d'orienter l'action? Je reviens à la liste en vous recommandant la concision quand vous répliquez à une assertion ponctuelle.

PIERRE DUBUC. — Si j'ai bien compris, on peut se déculpabiliser en produisant soi-même de l'énergie.

Bon, je me souviens d'une entrevue avec Jacques Parizeau qui disait qu'il avait de-

mandé à Hydro-Québec de comparer le coût de production d'un mégawatt à celui d'un mégawatt et qui disait : je n'ai jamais eu de réponse. Les intérêts mis en jeu dans la construction des barrages ne sont pas les mêmes que ceux qui sont liés à l'isolation des maisons par de petits entrepreneurs. Pour les barrages, on le sait, il s'agit des grandes firmes d'ingénierie, de gestion, de financement, et cetera ; ce sont elles qui ont la parole, qui ont l'écoute du ministère.

Je veux revenir dans cet esprit sur l'interconnexion qui est mise de l'avant par Pierre-Olivier Pineau dans son texte sur le sujet. Je pense, c'est une hypothèse de départ que, dans la négociation autour de Churchill Falls, on va aussi mettre de l'avant la question d'un barrage à Gull Island, qui est à côté. D'ailleurs, le premier ministre Legault a évoqué cette question. Et puis on va parler de la boucle qui amènerait une partie de l'électricité de Churchill Falls, de Gull Island et aussi de Muskrat Falls vers Terre-Neuve et, de là, dans les provinces maritimes. Dernièrement, le site de Radio-Canada montrait, d'une manière très explicite, le tracé de cette boucle.

Il est clair que le gouvernement fédéral va intervenir dans cette affaire. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick disait, il y a environ deux semaines, qu'il trouvait que cette boucle allait coûter bien trop cher à ses électeurs. Dominic LeBlanc, qui est ministre fédéral aux Affaires intergouvernementales, justifiait pour sa part le projet en disant que cela permettrait au Nouveau-Brunswick de vendre de l'électricité aux juridictions avoisinantes. C'est clair que par «juridictions avoisinantes», Dominic LeBlanc ne référerait pas au Québec ou à la Nouvelle-Écosse, mais bien aux États de la Nouvelle-Angleterre. Dans cette boucle, le Québec servirait de batterie, comme l'a expliqué Pierre-Olivier Pineau.

L'IREC a justement attiré notre attention sur un document du MIT qui disait qu'on allait construire des éoliennes et des panneaux solaires en Nouvelle-Angleterre ; quand il ferait soleil ou qu'il venterait, on enverrait de l'électricité au Québec où les barrages d'Hydro-Québec serviraient d'accumulateurs dans un sens et de source d'alimentation dans l'autre.

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

Il faut bien voir ici qu'avec cette boucle et cette interconnexion, le fédéral vient de s'immiscer dans l'orientation et le contrôle d'Hydro-Québec, au niveau juridictionnel et surtout constitutionnel, puisqu'il s'agit ici de transport entre les provinces ainsi que de transports entre les provinces et les États-Unis.

Ceux qui rêvent d'enrichissement colossal des Québécois dans cette combine devraient réfléchir au fait que nous entrons ici dans le domaine des négociations entre le Canada et les États-Unis. Au sujet de ces négociations, je les invite à lire un livre de Robert Lighthizer, qui vient de paraître et qui s'intitule *No Trade Is Free*. L'auteur est celui qui a négocié très durement avec la Chine et qui a mené la renégociation du traité de libre-échange américain avec le Mexique et le Canada. Vous allez voir qu'en matière de négociation les Américains sont assez solides et qu'ils ont tous les atouts. Ceux qui s'imaginent que les Québécois vont tirer de l'argent de la boucle après avoir perdu le contrôle aux mains du fédéral et après des négociations sur l'énergie et les matériaux stratégiques avec les Américains, ils devraient relire leurs classiques.

GILLES LABELLE. — Nous discutons depuis une heure. S'il y a des gens dans l'assistance qui voudraient introduire dans les échanges une question qui leur semble avoir été oubliée, nous leur demandons de se signaler. Il n'y aura pas d'échange avec la salle, mais nous demanderons aux panélistes d'intégrer ces questions dans leurs interventions.

NORMAND MOUSSEAU. — Je voudrais simplement revenir sur la question du prix de l'électricité. On soutient souvent que le prix de l'électricité n'est pas assez élevé et que cela nuit au développement d'alternatives. Quand on regarde les gens qui s'installent ici, les entreprises, les Google de ce monde et tout reste, on ne voit personne qui consentirait à payer plus cher. Quand on fait les contrats à l'étranger, il n'y a personne qui se dit disposé à payer plus cher et c'est souvent une très légère différence qui joue en notre faveur. C'est propager un mythe que de dire que notre électricité n'est pas assez chère.

Pour se chauffer à l'électricité, tel que nous le faisons avec des plinthes électriques, ça nous coûte plus cher que si nous chauffions au gaz naturel. La chaleur est plus chère au Québec qu'ailleurs en Amérique du Nord et ce n'est pas pour rien que personne ne se chauffe à l'électricité ailleurs en Amérique du Nord, où les tarifs d'électricité sont plus élevés. Donc, cette idée du trop bas prix, c'est n'importe quoi. L'électricité au Québec est assez chère pour que l'Hydro-Québec dégage quand même des milliards de profits par année pour le gouvernement, peut-être avec des investissements qui ne sont pas tout à fait au niveau nécessaire aujourd'hui pour maintenir le réseau de distribution puis de transport, mais c'est le cas un peu partout en Amérique du Nord. Nous payons notre électricité à sa valeur et il faudrait que l'on arrête de dire des bêtises à ce sujet.

Deuxièmement, nous avons un enjeu réel du côté de la question du temps. Moi, je suis plutôt prosaïque, et je suis d'accord que la société ne s'oriente pas du côté où elle le devrait, et ces choses-là. Mais l'enjeu de la transition énergétique est un enjeu climatique, et nous avons vu cet été l'urgence où nous étions ; or, il y a là des contraintes temporelles importantes.

Nous nous sommes donné des objectifs qui ont des bases scientifiques, des justifications scientifiques. Il n'y a plus que sept ans d'ici 2030, vingt-sept ans d'ici 2050. Ce sont des échéanciers extrêmement courts. Moi, je veux bien qu'on change toute notre société, qu'on refasse le système économique, qu'on en profite pour revoir nos relations avec les États-Unis. Mais il n'y a rien de tout ça qui a donné des résultats ces dernières années et je n'ai pas une grande confiance en cette voie pour les années qui viennent.

Dans ce contexte-là, je crois que l'on doit mettre de l'avant la priorité des priorités qui est la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Cependant si l'on croit que nous pouvons attendre d'avoir fait le tour de l'efficacité énergétique puis de regarder ensuite où nous en sommes et examiner s'il faut construire de

nouveaux barrages, je crois que l'on se trompe. Comme je le disais, nous sommes dans un contexte mondial où tout le monde planifie, où tout le monde commande les mêmes turbines, les mêmes pales, les mêmes alternateurs, les mêmes contrôles électroniques, et cetera. Si nous prenons dix ans pour décider, nous en aurons ensuite pour vingt ans à attendre et nous serons en situation d'incapacité.

Déjà, aujourd'hui même, Hydro-Québec ne peut pas répondre à la demande électrique des constructeurs de Montréal. Je ne l'invente pas, c'est la réalité. Il faut décider maintenant d'investir dans le réseau de distribution, évidemment, dans les lignes de transport, et planifier la production de nouvelle électricité. Il faut agir en amont de la demande, sinon nous allons retarder la transition énergétique.

Cela ne veut pas dire de ne pas faire d'efficacité énergétique, il faut en faire. Mais l'efficacité énergétique ne livre jamais au niveau promis, elle coûte toujours plus cher que promis. En Europe, ils font face à ces problèmes présentement. Il faut arrêter d'empirer la situation de l'efficacité, et pour cela il faut mettre en place des normes pour les nouveaux bâtiments, pour les nouveaux établissements industriels et tout ça, pour contrôler la demande, pour développer des savoir-faire et, ensuite seulement, revenir corriger par en arrière. C'est la façon d'y arriver.

Donc, la priorité aujourd'hui c'est investir dans le transport et dans la distribution d'électricité, renforcer les réseaux, renforcer la production d'électricité, puis décarboner. Et ça, ça veut dire s'attaquer à tous les secteurs qui utilisent des combustibles fossiles et pas simplement au transport des personnes.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Je veux revenir sur les bêtises que Normand Mousseau m'a imputées...

NORMAND MOUSSEAU. — Ce n'est pas personnel, tu n'es pas le seul.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Si on regarde le prix de l'électricité au Québec et le prix de l'électricité en Ontario...

NORMAND MOUSSEAU. — Mais on ne chauffe pas en Ontario.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Oui, un peu, quand même, il y a des gens qui se chauffent à l'électricité en Ontario. Simplement, si on regarde le niveau de prix à différents endroits, on s'aperçoit qu'il est beaucoup plus bas au Québec pour le secteur résidentiel. Non seulement il est plus bas, mais il est interfinancé et même si on enlevait l'interfinancement, il serait encore beaucoup plus bas qu'ailleurs, donc il est factuellement...

NORMAND MOUSSEAU. — Mais à qui tu vas vendre cette électricité ; tu ne peux pas la vendre plus cher et donc le prix n'est pas trop bas.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — C'est bien évident que personne ne dit « je veux payer plus cher ». Quand quelqu'un va dans un magasin acheter des chaussures Nike à 150 piastres, il ne dit pas : je veux payer plus cher. Quand des gens achètent un F-150, le véhicule le plus vendu au Québec, à quatre-vingt-dix ou cent mille dollars, ils ne disent pas qu'ils veulent payer plus cher, mais la compagnie Ford s'en met quand même plein les poches. Hydro-Québec et la société québécoise refusent, elles, de s'en mettre plein les poches et de vendre l'électricité à un prix qui serait tout à fait acceptable pour les...

NORMAND MOUSSEAU. — Et les gens reviendraient au gaz naturel pour se chauffer.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Mais justement ; il faut évidemment interdire les nouveaux branchements au gaz naturel. On a le marché du carbone qui met un prix sur le gaz naturel. Si les gens n'étaient pas myopes, ils verraient que le prix du gaz naturel va énormément augmenter dans les prochaines années, d'ici 2030 ; chaque tranche de 20 dollars sur le SPEDE du marché du carbone revient, je pense, à 1 dollar le gigajoule, donc le prix va très vite monter. Énergir et Hydro-Québec mettent en place des programmes pour sortir le gaz naturel du secteur résidentiel.

Bref, il faut planifier la transition en disant : « donnons des incitatifs de prix pour que les

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

gens qui ont les moyens, comme Martine Ouellet et moi, n'aient pas à se casser la tête pour essayer de grappiller une subvention publique alors qu'ils ont de l'argent et qu'ils devraient payer eux-mêmes pour leurs rénovations» ; et pour que chacun se dise plutôt «je vais faire mes rénovations parce que le prix de l'électricité est tel qu'il justifie que je les fasse sans avoir besoin de passer à travers le casse-tête des programmes gouvernementaux pour avoir 3 000 piastres pour ma thermopompe». Et ça, aujourd'hui, on ne le dit pas assez. Les programmes d'efficacité dont Martine Ouellet a parlé, qui sont très mal faits, s'adressent essentiellement à des ménages à revenus élevés. Ce ne sont pas les gens à bas revenus dans des appartements mal chauffés qui vont vers ces programmes-là ; donc tout l'argent, l'essentiel de l'argent des programmes va vers des gens à revenus plutôt élevés, ce qui est une catastrophe d'équité sociale. On donne aux riches pour qu'ils consomment moins et on n'aide pas suffisamment les ménages à faible revenu.

GILLES GAGNÉ. — Bref, tout cela serait évité si les pauvres payaient l'électricité plus cher...

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Il y a un enjeu avec le prix, avec le niveau de l'électricité qui est central à la transition énergétique et ça sera très difficile de mettre des programmes parfaits, d'inciter les gens à faire les bonnes choses du côté de l'efficacité énergétique. Il faudrait plutôt le faire dès maintenant d'une manière impérative, car, comme le dit correctement Normand Mousseau, tout cela prend du temps. Il faudrait donc être très persuasif parce qu'on ne pourra pas changer du jour au lendemain. Comme Normand Mousseau, encore une fois, le dit à raison, les listes d'attente pour les équipements sont très longues et au lieu de nous précipiter pour exploiter de nouveaux gisements, faisons l'effort de réduire notre consommation.

GILLES LABELLE. — Daniel Dagenais et Robert Laplante veulent poser une question.

DANIEL DAGENAIS. — Merci beaucoup, c'est très édifiant de vous entendre. On assiste depuis un

certain nombre d'années à la production locale d'énergie, que ce soit avec des éoliennes, que ce soit avec les panneaux solaires. Je me demande s'il y a un argument écologique en faveur de la centralisation de la production énergétique. Est-ce qu'il faut centraliser encore plus, peut-être à travers une Hydro-Québec 2.0, ou faut-il aller vers une dispersion des parcs de toute nature ? La question sous-jacente c'est : est-ce que l'hydroélectricité c'est vraiment «vert» ? Finalement, est-ce que le développement hydroélectrique pourrait, dans l'avenir, être l'occasion d'une nouvelle entente avec les Autochtones ?

ROBERT LAPLANTE. — Il y a un dossier qui a été abordé brièvement, celui de Churchill Falls. C'est fort probablement, et je vous demande votre avis là-dessus, là que se trouve le véritable mandat de Michael Sabia. Ce renouvellement est une épine dans le pied d'Hydro-Québec, c'est une épine dans le pied de Muskrat Falls et de tout le développement de la côte du Labrador. Et c'est surtout un gros, gros fardeau financier pour le gouvernement fédéral, qui a endossé la dette, qui a garanti la dette de Churchill Falls. Alors, il y a un double obstacle, technique et financier, dans ce cas-là et Michael Sabia, qui a été sous-ministre des finances au fédéral, qui a été à la Caisse des dépôts et qui a mis en place la Banque des infrastructures, c'est peut-être lui le serrurier. C'est peut-être ça son mandat. Et pour cela, il n'aura pas besoin de faire cinq ans.

GILLES LABELLE. — À moins qu'il y ait d'autres questions, nous revenons à la liste avec Martine Ouellet, mais en demandant aux panélistes de faire un détour par les questions, si elles leur conviennent.

MARTINE OUELLET. — Avant de passer aux questions, je veux revenir à l'intervention de Pierre-Olivier Pineau qui parle de ceux qui s'achètent des Nike à 150 piastres ou un F-150 et qui nous explique qu'il s'agit là de choix individuels ; c'est encore une manière vertueuse d'être dans la culpabilisation. Et tout ça pour soutenir qu'il faudrait des prix plus élevés pour les forcer à prendre d'autres décisions. Mais de quel prix parle-t-il ? Du

tarif résidentiel ! Tu choisis de parler du prix résidentiel pour dire que le prix de l'électricité est trop bas ! Ça serait intéressant de faire la même analyse avec le prix industriel, lui qui est pas mal plus bas que le prix résidentiel, surtout dans la grande industrie. J'ai travaillé avec la grande industrie pendant dix ans et je sais quelle est la situation.

C'est drôle cependant que l'on ne fasse jamais l'analyse avec le prix industriel ; non, c'est toujours le résidentiel. Ça permet de diviser les gens, de mettre de la pression, de faire peur, de culpabiliser.

Moi, je ne suis pas du tout de cette école-là. Je pense qu'avant de viser le petit consommateur qui a une faible empreinte environnementale, on devrait viser la grosse industrie qui a une empreinte énorme. On devrait aussi, et là je vais ouvrir une autre boîte de Pandore, mais je ne vais faire que l'ouvrir, on devrait analyser Alcan pour la quantité d'énergie qui est produite là et pour le nombre d'emplois qui restent dans l'entreprise par rapport au pacte social initial. Je pense qu'il y a toute une réflexion à faire sur les sources d'énergie à récupérer.

Ensuite, je voudrais m'inscrire en faux contre l'affirmation de Normand Mousseau selon laquelle les programmes d'efficacité énergétique ne livrent jamais tel que promis. La question c'est : est-ce qu'ils ont été conçus pour faire ce qu'ils promettent de faire ? Moi, j'en ai géré pendant dix ans dans le secteur industriel et les gens n'y croyaient pas. Au début, on m'a imposé des contraintes et j'ai dit : je refuse d'embarquer dans cette affaire de cette manière-là. Finalement, j'ai fait les choses pour que ça fonctionne et nous avons été plus efficaces que prévu.

Juste une anecdote à ce sujet. Au premier abord, les gens ne veulent pas embarquer dans le programme : c'est trop de troubles de faire la demande, la paperasse, la bureaucratie, etc. Et ça se passait pourtant dans le secteur de la grosse industrie, les papeteries, les alumineries, les grands bâtiments, les universités, ainsi de suite. Je leur disais : écoutez, j'ai des gens qui ont fait une demande pour changer une lumière de sortie de secours,

une affaire de 125 piastres, et c'est le même formulaire pour vous. Une fois en marche, nous avons eu un afflux de demandes, ça fonctionnait très bien et nous livrions tout ce qui était prévu, car il y avait une réelle volonté sur le terrain. Nous faisons un suivi pour donner juste l'argent nécessaire. Et on ne payait pas pour les modifications qui avaient une période de récupération de moins d'un an.

Bref, là où il y avait auparavant une panoplie de programmes compliqués, peut-être intentionnellement compliqués, nous avons une formule simple et prévisible. Et on vérifiait les résultats à la fin pour ne pas se faire avoir.

Sans avoir besoin d'immenses équipements, mais avec de bonnes équipes qui acquièrent de l'expertise, les programmes d'incitation à l'efficacité peuvent fonctionner. Mais je suis d'accord avec toi qu'il faut être prêt à investir : investir dans les réseaux de distribution et dans le réseau de transport de l'électricité, mais aussi, avant de construire de nouvelles centrales, investir dans l'efficacité énergétique, dans la géothermie, dans le transport collectif, dans de nouveaux choix de société. En un mot, il faut investir dans les infrastructures publiques.

Or, Hydro-Québec a négligé le développement de ses réseaux, ce qui est une bonne recette pour la privatisation. On arrête d'investir dans les infrastructures, et lorsque ça commence à aller mal et que les gens sont insatisfaits, on se met à parler des mérites du privé et des partenariats. On voit ce qui arrive dans les différents secteurs lorsqu'on néglige les infrastructures. Dans le domaine de l'eau, on a négligé les infrastructures municipales dans les années 1990 et quand ça a commencé à mal aller, on s'est mis à dénoncer le public et à parler de privatisation. On a eu ça dans l'eau, maintenant dans l'électricité, et puis dans la santé...

Moi, je pense qu'il faut investir dans nos infrastructures.

Sur la question de l'électricité distribuée ; est-ce qu'il y a un avantage au regroupement ? Il y a évidemment des avantages technologiques aux regroupements. Gérer une éolienne, ce n'est pas simple. Il y a des gens versés en

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

technologie, c'est vrai, mais quand ça plante, qu'il y a interruption de service, qu'il faut réviser l'alternateur, l'expérience et l'expertise donnent des avantages. Deuxièmement, quand il s'agit d'un parc, il y a nécessairement une interconnexion à Hydro-Québec et alors, moi, j'aimerais autant que ce soit elle qui s'occupe de tout pour ces deux séries de raisons. Pour les grands parcs solaires, c'est moins intéressant parce que le coût du solaire, pour l'instant, est beaucoup plus élevé que les alternatives hydrauliques et éoliennes.

Est-ce que l'hydroélectricité est vraiment « verte » ? Bien sûr ! Les émissions de gaz à effet de serre des diverses sources d'énergie vont comme ceci : l'éolien, c'est 9 grammes de gaz par kilowattheure, l'hydroélectricité avec réservoir, c'est 10 grammes, mais sans réservoir (la centrale de Beauharnois par exemple) c'est beaucoup plus bas, puisque c'est le réservoir qui dégage des gaz. Pour le solaire, c'est 38 grammes le kilowattheure, c'est-à-dire quatre fois plus. Après cela, vous avez les centrales thermiques au gaz naturel. Pour le gaz naturel « conventionnel », on parle de 422 grammes par kilowattheure. Le problème ici, c'est que dans nos indicateurs québécois, sur papier, nous brûlons du gaz conventionnel. Mais en réalité, ce qu'il y a dans les tuyaux c'est, probablement à 90 %, du gaz de schiste, qui est extrêmement plus polluant. Il n'y a pas d'indicateurs internationaux, mais l'institut Cornell estime que ce gaz est encore plus émetteur que le charbon, qui lui est à 950 grammes du kilowattheure.

L'hydroélectricité, oui, c'est très vert ; mais ce n'est pas parce que c'est meilleur que le pétrole, qui est lui-même meilleur que le gaz que nous utilisons, que ça n'a pas d'impact. Il faut quand même être parcimonieux, il ne faut pas développer des mines de lithium à tout crin en s'en tenant aux transformations polluantes. La première transformation du lithium, tout comme les anodes de graphite, les compagnies vont le faire chez nous ; mais c'est énergivore et polluant. Quand vient le temps de faire les batteries, ce qui est l'étape de la grosse valeur ajoutée, ça part du côté de l'Ontario.

À un moment donné, il va falloir faire les bons choix. Les États-Unis ont un *Buy*

American Act qui n'a jamais été aboli par les traités de libre-échange. Si c'est bon pour les États-Unis, ça devrait être bon pour nous et je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas un *Buy Québec Act*. Ce qui est bon pour Pitou est bon pour Minou.

PIERRE DUBUC. — On comprend que la présentation que j'ai faite sur la question de l'inconnexion avec Churchill Falls avait justement pour but de souligner que c'était là le principal item du mandat de Michael Sabia. Et le fait qu'on l'ait choisi s'explique sans doute à cause de sa crédibilité auprès de Terre-Neuve, une crédibilité que d'autres Québécois n'auraient pas.

Je veux parler maintenant des parcs d'éoliennes. On parle actuellement dans les journaux de dix parcs éoliens à construire dans la vallée du Saint-Laurent. Et on signale les pressions qui s'appliquent sur les municipalités pour que cela se fasse très rapidement.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette affaire, c'est que l'on a complètement évacué et oublié le débat sur la nationalisation des parcs d'éoliennes. C'est comme si ça allait de soi désormais que c'est privé, comme si cette exception avait été normalisée. Pourtant, ce débat-là, il est encore pertinent de l'avoir.

Je me souviens de ce débat au sein du Parti Québécois, pendant nous nous étions là sous la bannière du SPQ libre, et que les parcs éoliens avaient commencé à être construits en Gaspésie. À ce moment-là, nous avions présenté une résolution au Conseil national du parti pour la nationalisation de la filière. C'était sous le règne d'André Boisclair. À cette occasion, deux ténors du Parti Québécois s'étaient opposés à nous, Rita Dionne-Marsolais et François Legault. Ils étaient contre la nationalisation et ils s'étaient opposés à notre résolution. Nous l'avions finalement remporté avec les deux tiers des voix, ce qui avait mis André Boisclair hors de lui.

À l'époque, on avait demandé à Gabriel Sainte-Marie, qui est économiste, de regarder ce que ça signifiait les parcs éoliens, nationalisés ou pas. Il avait pris une estimation du Conference Board qui estimait le coût du

kilowattheure entre 3 et 6 cents et qui disait qu'au Québec c'était aux alentours de 4 cents.

On disait que pour les 100 premiers 1 000 mégawattheures concédés à l'entreprise privée, Hydro-Québec payerait 8,35 cents le kilowattheure. Sur cette base, Gabriel Sainte-Marie avait calculé qu'Hydro-Québec allait se priver de 7,8 milliards de dollars au cours des vingt années suivantes. Je ne sais si ça s'est avéré, mais ça continue. Comme Hydro-Québec verse la moitié de ses bénéfices au gouvernement du Québec, nous nous privions de 3,9 milliards en laissant l'éolien au privé. C'était alors TransCanada qui était dans les éoliennes, une compagnie qui reconnaissait elle-même qu'elle n'avait aucune expertise dans le domaine, mais qu'elle entendait développer ses connaissances de la filière.

Pour revenir aux projets dont je parlais, je trouve révélateur le fait qu'ils soient tous dans la vallée du Saint-Laurent, c'est-à-dire dans des endroits faciles d'accès alors qu'à l'époque, on disait que ce serait peut-être mieux d'avoir des éoliennes près des grandes lignes d'Hydro-Québec dans le Nord.

On se prépare ainsi à acheter les municipalités pour deux ou trois millions de dollars par année (ou les cultivateurs pour deux ou trois mille). On revient ainsi à une situation qu'il faut dénoncer : les redevances reviennent aux régions qui les produisent et qui peuvent les produire, plutôt que d'être centralisées. Comme certaines régions peuvent ainsi être avantagées, ça devient plus facile, à mon avis, de soudoyer des gens au niveau local. Bien sûr, ça se fait aussi au niveau central, mais ça ne met pas les régions les unes contre les autres et c'est plus difficile à cacher au niveau central. La dispersion permet aussi de culpabiliser les citoyens qui disent « pas dans notre cours », en leur donnant l'exemple des voisins qui font de l'argent. Ça évite d'entrer dans les débats sur les choix collectifs et sur l'acceptabilité sociale en laissant la concurrence, ou l'envie, faire le travail.

Le plus merveilleux c'est qu'on a réussi en cours de route à complètement éliminer la question de la nationalisation et de l'opportunité de terminer le travail entrepris à l'époque.

Jacques Parizeau nous avait dit : « Il ne faut pas toucher aux contrats déjà signés parce que cela peut remettre Churchill Falls en question. » Et un ingénieur nous avait déconseillé de nationaliser ce qui était déjà construit parce que les propriétaires savaient que les machines se dégradaient rapidement. Nous n'avions aucun problème avec ça et notre résolution ne s'appliquait qu'aux nouveaux projets. Notre but n'était pas d'acheter des ruines.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — J'ai été étonné que l'on parle de Churchill Falls comme d'une épine dans le pied. Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui aimeraient avoir une telle épine dans le pied. Nous achetons l'électricité à 0,2 cent le kilowattheure...

ROBERT LAPLANTE. — C'est du renouvellement dont on parle.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Oui, mais encore une fois, il y a beaucoup de gens qui aimeraient avoir un tel renouvellement à gérer plutôt que de ne rien avoir à gérer du tout. Le Québec a énormément bénéficié de cette épine dans le pied et je crois qu'effectivement une des raisons pour lesquelles Michael Sabia a bien fait d'être nommé, c'est pour négocier avec Terre-Neuve-et-Labrador. Il va être plus en mesure d'apaiser la guerre commerciale et la guerre juridique qui existe.

Moi, je vois la boucle de l'Atlantique comme une très, très bonne chose. Tous les rapports techniques, les rapports de modélisation sur la manière d'organiser la décarbonation des secteurs de l'énergie indiquent qu'il faut interconnecter les régions pour bénéficier des complémentarités régionales. Quand il vente quelque part, on doit être capable d'amener l'énergie ailleurs, quand il fait soleil aussi, et faire des échanges. On peut ne pas vouloir faire cela pour des raisons géopolitiques, pour des raisons nationalistes ou pour plein d'autres raisons ; mais alors il faut être prêt à payer beaucoup plus cher parce que ça va coûter plus cher de décarboner. Car il faut alors produire localement et stocker localement. Si en plus on ne veut pas faire de rénovation énergétique et qu'on ne veut pas faire

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

d'efficacité énergétique et qu'au lieu de faire des interconnexions, on veut ajouter de la production, alors tous ces coûts s'ajoutent. Si en plus on ne veut rien faire dans la vallée du Saint-Laurent et qu'on veut mettre les éoliennes dans le Nord, ça s'ajoute encore. On n'envoie pas les éoliennes dans le Nord parce que ça coûte plus cher dans le Nord. Toutes ces augmentations seront difficilement acceptables à la population.

Et je reviens à la population qui ultimement paye, que ce soit pour l'industriel, le commercial ou le résidentiel. Les gens payent l'électricité et si on veut avoir un système qui offre le meilleur service au moindre coût, alors il faut réduire la consommation et il faut regarder techniquement quelles sont les meilleures options. Et les meilleures options ce sont les interconnexions.

Je reviens rapidement sur le secteur résidentiel par opposition aux secteurs commercial et industriel. Martine Ouellet disait tout à l'heure qu'on se focalisait sur le résidentiel. Oui, il faut regarder l'industriel aussi et, oui, il y a énormément d'efficacité à faire dans le secteur industriel. Le potentiel technico-économique dans le secteur industriel, tel qu'établi par Hydro-Québec, reste très élevé. Les plans de décarbonation pour l'industrie sont essentiels. Tous les consultants sur le terrain qui font de l'efficacité énergétique dans le secteur le disent : les industries ne regardent pas de manière cohérente et globale leur gestion de l'énergie. Donc, il y a fort à faire dans le secteur industriel, il faut qu'il y ait des pressions gouvernementales pour assujettir les aides à des objectifs de réduction de la consommation et des émissions.

Il y a beaucoup à faire dans le secteur industriel, beaucoup à faire dans le secteur commercial ; le secteur commercial québécois et nord-américain, c'est beaucoup plus important que dans des pays européens, qui ont souvent des niveaux de vie supérieurs aux nôtres et qui sont plus riches que nous à plu-sieurs égards.

Mais, il reste que le secteur le plus important quant à la consommation d'électricité, c'est le secteur résidentiel et cela pour la raison que Normand Mousseau a donnée : on

se chauffe à l'électricité et on se chauffe mal à l'électricité parce que les normes d'efficacité énergétique pour les bâtiments ne sont pas assez sévères, parce qu'on ne met pas assez de thermopompes et pas assez de géothermie. On pourrait faire beaucoup mieux dans le secteur résidentiel. Et c'est d'autant plus important d'agir dans le secteur résidentiel, qui est le plus gros consommateur en volume, que c'est aussi le secteur qui est responsable de la pointe. Or cette pointe-là, elle est extrêmement coûteuse à gérer, en transport d'électricité et en distribution. Nous devons encore faire de grands investissements en transport et en distribution et ça devient extrêmement important de penser à la géothermie. Nous devons penser aux enveloppes thermiques des bâtiments, penser à la gestion dynamique de la consommation avec des programmes tels que Hilo. Sans défendre Hilo, c'est une technologie qui peut avoir énormément de bienfaits pour déplacer la demande entre différentes zones, des options sont disponibles aujourd'hui et nous ne les mettons pas assez de l'avant.

GILLES GAGNÉ. — Mais dites-moi Pierre-Olivier Pineau, à quelle échelle géographique doit se faire l'intégration d'une puissance éolienne avec les capacités de stockage d'un réseau hydroélectrique ? Vous avez l'air de postuler que ce n'est pas intéressant ou suffisant de faire cette intégration au Québec. Il y a plusieurs régions et plusieurs climats au Québec. À quelle échelle doit se faire l'interconnexion ? Vous avez l'air de dire que ce doit être à l'échelle nord-américaine.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — On le fait au niveau québécois. Ce que je veux dire, c'est simplement que si on voulait s'enrichir au Québec et aider la décarbonation régionale, on travaillerait à construire davantage d'interconnexions. Mais on a le droit de refuser, on a le droit de vouloir moins s'enrichir et de ne pas contribuer à la décarbonation régionale. On a le droit de vouloir se replier sur soi-même et se dire qu'on va faire ses choses chez soi, mais tout ce que je dis, c'est que nous pourrions faire plus d'argent et plus contribuer à la décarbonation avec une intégration du nord-est. Mais si nous ne voulons pas le faire, nous ne le ferons pas.

MARTINE OUELLET. — Là, il y a vraiment des faussetés qui sont dites. « On a le droit de ne pas vouloir participer à la décarbonation, on a le droit de se replier sur soi-même. » Je m'excuse, mais ce sont des arguments démagogiques que je n'accepte pas !

Participer aux interconnexions, ce n'est pas payant pour le Québec, on le voit actuellement avec les contrats du Massachusetts et de New York ; ça nous coûte des milliards et c'est faux de dire que si nous voulons nous enrichir, nous allons participer à la Grande Boucle régionale. Il n'y a rien, rien qui va dans ce sens-là et il y a même des exemples très pratico-pratiques récents qui vont dans le sens contraire.

Je pense qu'il faut faire attention et éviter de prêter des intentions aux gens ; dire qu'ils se replient sur eux-mêmes parce qu'ils ne sont pas d'accord, c'est inadmissible. Je trouve que ce genre d'arguments, de fausses logiques et de sophismes n'ont pas leur place dans le genre de débat auquel nous sommes invités.

Et l'autre affirmation fautive, c'est de dire que l'éolien coûte plus cher dans le Nord. C'est faux, archi-faux. C'est faux, parce qu'on ne fait pas ça à Kuujjuaq qui n'est pas relié au réseau d'Hydro. Moi, quand j'étais ministre des Ressources naturelles, ce que nous regardions avec Hydro-Québec c'était de nationaliser le développement à venir. Je suis tout à fait d'accord avec Pierre Dubuc : il ne s'agit pas de racheter ce qui est fait, ce qui reviendrait à enrichir les TransCanada, Gaz Métro, Boralex et EDF de ce monde. Notre objectif, c'était d'installer les éoliennes sur le bord des postes de transformation des barrages existants. Il y a déjà des équipes en place et c'est très économique. Faire faire de l'éolien par le privé nous a fait perdre des milliards et a contribué à l'augmentation des coûts.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Je n'ai jamais vu d'études à ce sujet et je suis tout à fait prêt à concéder que ça ne coûte pas plus cher dans le Nord. Mais je ne comprends juste pas que vous n'ayez jamais publié d'études...

MARTINE OUELLET. — On appelle ça le lobbyisme... Je pourrais vous raconter des anec-

dotes ou vous exposer toutes les démarches que j'ai faites à l'interne comme ministre pour ramener l'éolien à l'Hydro-Québec. Vous pourriez ainsi comprendre l'action des lobbies sur les élus et le fait que, malheureusement, les élus n'ont pas souvent le courage de faire face aux lobbyistes. Ces derniers sont les intermédiaires du grand capital et, pour ce qui est de l'éolien, ceci explique cela.

GILLES LABELLE. — Pierre-Olivier Pineau a soulevé une question qui à mon avis est importante, celle de l'interconnexion : est-ce qu'on doit la traiter sur un plan strictement économique ? Moi, j'ai l'impression que c'est un peu ce qui a été dit, mais Pierre Dubuc situait cette question sur un plan davantage géopolitique. Il me semble que ça serait intéressant que les intervenants y reviennent et expliquent un peu plus leur perspective là-dessus.

NORMAND MOUSSEAU. — Je vais tenter de rassembler les questions sous le chapeau du prix de l'électricité. Le prix de l'électricité est appelé à monter au cours des prochaines années parce que les nouveaux approvisionnements vont être plus coûteux à produire que les approvisionnements actuels, parce qu'on doit rehausser les réseaux de distribution et le réseau de transport. Nous avons fait l'an dernier une analyse dans l'est du Canada sur les différences entre les plans stratégiques et les besoins de décarbonation, analyse qui soulevait un certain nombre d'enjeux : l'enjeu du prix de l'électricité, l'enjeu de la production, c'est-à-dire la nécessité de livrer, et l'enjeu de la résilience, c'est-à-dire le fait que, quand on dépend de plus en plus d'électricité, on a besoin d'un réseau plus fiable année après année. Quand notre vie dépend de plus en plus de l'électricité, quand nous électrifions le transport des personnes, nous sommes de plus en plus exposés. À mesure que l'on électrifie, on fait augmenter le prix de l'électricité.

Il est clair que l'on ne peut pas faire cela avec les normes actuelles dans le bâtiment, par exemple, même chose avec les véhicules électriques. Avec des primes et des plans de déploiement, les thermopompes, géothermi-

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

ques ou non, sont capables de livrer des températures élevées, même dans l'industrie, et de favoriser une gestion de la chaleur interne qui peut être compétitive. Donc le prix du kilowattheure va augmenter, mais le coût du service pourrait diminuer si on fait ça correctement.

L'enjeu c'est comment intégrer tout ça. Là, Churchill Falls entre dans l'équation. D'abord, si on pense qu'on va aller chercher les 30 térawattheures et les 5 gigawatts de Churchill, on se leurre. Déjà Iron Ore a dit à Terre-Neuve qu'ils étaient prêts à prendre la moitié de ce volume demain matin : « Nous voudrions décarboner notre production de minerai de fer et toutes nos activités au Labrador et nous serions très heureux d'avoir cette électricité-là. » C'est clair que nous n'allons pas tout récupérer, ça fait partie de la vie. Il va falloir investir pour s'assurer qu'on a assez d'électricité, d'une façon ou d'une autre.

Je continue sur le thème du coût. Quand nous avons développé les éoliennes au Québec, nous l'avons fait avec des appels d'offres d'une inefficacité absolue. D'abord, on partage : on doit assurer un revenu pour le privé, on doit assurer un revenu pour les communautés et on fait des appels d'offres, souvent de petite taille et de petite durée. Ces gens-là ne peuvent donc pas prévoir et planifier d'une manière confortable, sur une base adéquate. En Alberta, le système est 100 % privé ; or, le coût de l'électricité éolienne est entre 30 % et 50 % plus bas qu'ici, en bonne partie à cause de la façon dont ça s'est fait.

En passant, ce n'est pas vrai que les projets éoliens se situent seulement dans le sud du Québec. Quand on regarde la carte des projets qu'Hydro-Québec vient d'ouvrir, il y en a une dizaine qui devront se faire dans la proximité de postes d'Hydro où existent des possibilités de branchement. Il y a beaucoup de projets dans le sud du Québec, mais il y en a aussi dans le Nord, mais, encore une fois, des projets trop rapides, sur une trop petite échelle, sans possibilité de voir à long terme. Tout cela fait que nous allons finir par payer plus cher qu'ailleurs notre électricité éolienne.

Maintenant, pour terminer, il reste la question de savoir si c'est intéressant, ou non, de s'intégrer davantage dans le contexte nord-américain. Les études à ce sujet montrent que, globalement, le coût de l'« énergie » diminuerait, mais il n'est pas clair que pour le Québec le prix de l'« électricité » serait plus bas. On dit quand même que, globalement, les prix de l'énergie seraient réduits parce qu'on réduirait les risques, qu'on réduirait les fluctuations et qu'on faciliterait les échanges.

L'un des problèmes avec cette interconnexion, c'est que l'on finance présentement les lignes de transport sur la base de contrats d'approvisionnement à grande échelle, à près de 80 % ou quelque chose comme ça. La fameuse flexibilité qui est derrière toute la théorie du « Québec comme grande batterie » ne fonctionne pas avec les lignes de transport que nous avons déjà, des lignes dédiées qui sont financées parfois sur aussi longtemps que vingt-cinq ans. Dans le cas de New York, ça voudrait dire qu'il va falloir attendre vingt ans avant de pouvoir utiliser la ligne dans un contexte d'échange.

Ce qu'il faudrait pour donner une chance à l'interconnexion, c'est de construire quelques lignes dédiées à l'échange. Moi, j'ai proposé que le fédéral paye pour ces lignes, ce qui n'obligerait personne à les utiliser. Il y aurait une compagnie d'État qui dirait : « moi, je vais faire un profit quand vous allez passer sur ma ligne » et on verrait si ça marche et si c'est intéressant.

Vous me direz que l'on risque de gaspiller un couple de milliards pour construire ces interconnexions, alors que personne n'obligerait le Québec à vendre son électricité pour entrer dans ces échanges. Mais si c'est intéressant, et il n'y a pas de raisons que ça ne le soit pas, une fois que les lignes existeront, eh bien !, on les utilisera. De toute façon, la boucle de l'Atlantique dont on parle est trop petite pour favoriser les interconnexions dont on parle ; elle va coûter trop cher et ne pourra livrer la marchandise. Déjà, on découvre que le prix de l'éolien en mer est hyper compétitif ; il vente beaucoup en mer et le facteur d'utilisation est beaucoup plus élevé que sur terre. Les coûts au large d'Halifax vont

diminuer. On risque ainsi d'avoir des capacités au large que la petite boucle, telle que planifiée, ne pourra pas servir.

PIERRE DUBUC. — Donc tu es d'accord avec Pierre Olivier Pineau sur une intégration de l'Amérique du Nord-Est...

NORMAND MOUSSEAU. — Moi, ce que je dis c'est : faisons-le ; personne ne sera obligé d'acheter si nous finançons d'abord les lignes elles-mêmes. C'est un risque de gaspillage, mais, de toute façon, nous gaspillons déjà beaucoup. Je dis : mettons une couple de milliards pour construire quelques lignes et je suis sûr qu'elles vont être remplies assez rapidement et qu'elles permettront d'en financer d'autres. Sinon, ce seront quelques milliards qui n'auront servi à rien. Juste au Québec, nous avons mis 4 milliards dans le Fond vert et cela pour zéro retombée en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (ou à peu près). Essayons, et puis nous verrons...

PIERRE DUBUC. — Je veux revenir sur les mines. Normand Mousseau, tu as dit qu'Iron Ore du Canada était prête à prendre la moitié de l'électricité de Churchill Falls...

NORMAND MOUSSEAU. — S'ils veulent sortir le pétrole de leurs opérations...

PIERRE DUBUC. — D'accord. Tous les projets miniers qui arrivent maintenant des États-Unis dans le cadre de l'orientation stratégique à la mode (le de-risking du State Department) et de l'intention de réduire leur dépendance à l'égard de la Chine...

NORMAND MOUSSEAU. — Ce n'est pas du tout la même échelle ! C'est beaucoup plus petit ! Les grandes usines de minerai de fer, c'est immense, les quantités extraites sont hallucinantes, cela n'a rien à voir avec le lithium.

PIERRE DUBUC. — Mais, là aussi il va y avoir certaines étapes de transformation énergivores et plusieurs minerais vont être impliqués, le graphite par exemple, et...

NORMAND MOUSSEAU. — Mais c'est petit en

termes de demande énergétique, ce n'est pas comparable avec l'aluminium, par exemple.

PIERRE DUBUC. — Non, je ne parle pas de l'aluminium, là, je parle de tous les projets qui vont créer des problèmes dans les régions, y compris dans le Sud, et de tous les problèmes d'acceptation sociale. Moi, je pense qu'il faudrait examiner ça d'un peu plus près. En fin de compte, ce ne sont pas juste les questions techniques, les questions d'efficacité ou de rentabilité qui sont importantes ; vous êtes très bons dans le domaine des calculs et de la planification. Mais il y a une question de modèle et une question de vision : pour quels besoins devons-nous planifier ? Est-ce que nous voulons absolument aider General Motors et Ford à orienter l'évolution du transport des personnes dans le sens qui leur convient ? Voulons-nous que notre premier ministre vende des Hummers, comme je le disais au début ? Est-ce que c'est ça notre projet de société ? S'intégrer au projet énergétique américain et à tout ce qui vient avec ?

Regardez : nous n'avons pas d'industrie automobile au Québec ; or ne pas avoir d'industrie automobile est maintenant présentée comme un avantage, la condition d'une économie plus diversifiée. L'Australie a banni l'industrie automobile parce que le pays risquait d'en devenir trop dépendant. Mais nous, ne sommes-nous pas en train de nous transformer en appendice de l'Ontario dans ce domaine, puisque c'est là que les batteries seront construites, et finalement en appendice des États-Unis ? La ministre des Finances...

NORMAND MOUSSEAU. — On rêve là ! On est en train de parler d'investissements locaux et de quatre usines. On ne parle pas d'une transformation massive du tissu économique québécois.

PIERRE DUBUC. — Mais ça ne fait que commencer. La ministre des Finances du gouvernement fédéral a dit aux députés du Bloc que, per capita, le Québec aurait autant de subventions que l'Ontario. Et le Québec suit et met autant d'argent. Le grand projet minier est là, il est explicite, il est articulé à l'effort

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

américain... On l'appelait le Plan Nord. Est-ce que nous voulons aller par là ?

NORMAND MOUSSEAU. — Ce n'est pas encore fait. Ils vont peut-être aller vers autre chose. Prenez l'aluminium. Nous faisons des lingots, que nous exportons ; zéro plus-value, aucune transformation. Dans le fer, nous faisons des billes, quand ça va bien, sinon on sort le minerai concentré.

Cette fois, on dit qu'on va faire une filière et peut-être ainsi aller chercher un peu plus d'argent avec le minerai. On va prendre le lithium, on va le transformer et on va l'amener jusqu'à la cathode. Ce n'est pas si mal. Nous allons peut-être même avoir une usine d'assemblage, pas jusqu'à la batterie, mais l'assemblage des matériaux de base.

Nous faisons des gains par rapport au passé. Les autres minerais que nous extrayons, nous ne faisons pas beaucoup de transformation. Je ne suis pas un grand fan de l'équipe actuelle, mais dans le nouveau contexte actuel, nous allons avoir pas mal plus de plus-value avec nos minerais que tout ce que nous avons eu, historiquement, dans tous les autres secteurs miniers. Écoutez, il faut quand même reconnaître ça.

MARTINE OUELLET. — J'ai eu l'occasion de préparer pour Climat Québec le mémoire que nous avons déposé sur le projet de lithium. Notre constat c'est que nous assistons actuellement à un développement anarchique.

Je suis un peu désolée de la comparaison de Normand Mousseau parce que lorsqu'on se compare à pire, on n'a plus aucune raison de s'améliorer. Ce qui s'est fait pour l'aluminium et pour le fer au Québec, ça s'est fait dans un esprit de colonisé, vraiment, je m'excuse, et c'est effrayant, c'est épouvantable de se comparer à ça maintenant. Ce n'est pas en allant chercher des petits morceaux et en disant que c'est petit et que ce n'est pas important que nous allons arriver à quoi que ce soit. Les États qui réussissent, ils exigent en partant et ils posent des conditions ; c'est dès le moment de la construction qu'il faut définir le niveau de transformation qui doit être atteint, sinon il faut dire non. Pas de « peut-être », car une

fois les projets engagés, il n'y a plus de levier de négociation. Les choses n'arrivent pas par hasard : « pas d'investissements dans la transformation, pas d'accès au minerai ».

Terre-Neuve, à Voisey's Bay, n'a pas autorisé l'extraction du nickel sans transformation. Je me rappelle encore le ministre libéral Simard qui me disait : « transformer le minerai au Québec va appauvrir le Québec ! » Pardon ?

Bref, il faut exiger. Dès le départ. Et il faut choisir. S'il se présente dix projets de mines de lithium au Québec, par exemple, il est clair que nous n'aurons pas besoin de tant de projets qui iront jusqu'à la transformation finale ; nous devons donc en choisir deux ou trois et laisser tomber les autres. Il faut avoir une vision d'ensemble et ne pas avancer à l'aveuglette. Car c'est la bonne manière de se faire avoir.

Du côté du transport des personnes, il est clair que l'électrification n'est pas une panacée et que l'électrification n'est pas toujours, en elle-même, la solution ; c'est du transport électrique en commun qu'il faut parler. Et il ne faut pas utiliser l'électricité à tout propos, pour jeter de la poudre aux yeux.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Je soulignerais le fait que nous sommes tous les quatre d'accord, bon, Normand Mousseau ne s'est pas prononcé là-dessus, sur le fait que les choix de société en transport des personnes sont catastrophiques actuellement, avec l'importance des véhicules individuels, avec le sous-développement du transport en commun et avec le sous-développement du transport actif. Le transport actif c'est aussi très important et je ne sais pas pourquoi Martine Ouellet ne le mentionne pas...

MARTINE OUELLET. — Aïe ! C'est clair que c'est important ! Tu me prêtes encore des intentions...

GILLES LABELLE. — Coupable de silence intentionnel !

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Non, pas une intention... C'était juste pour...

Bon, tous les projets miniers, les projets de développement économique par l'industrie minière, c'est important de bien les gérer, de voir à avoir des valeurs ajoutées par rapport

à d'autres pays sur Terre et de comprendre notre compétitivité. Mais il faut faire un lien, je crois, avec nos styles de vie, nos modes de vie qui sont extrêmement intenses en matière première et qui font en sorte que ces projets-là sont rendus nécessaires. Puis ça, Pierre Dubuc l'a mentionné, vient de ce que nous avons choisi collectivement un mode de vie qui demande d'avoir beaucoup de maisons, beaucoup de véhicules, beaucoup d'infrastructures et qui demande un extractivisme.

Il y en a qui parlent du grand capital qui manipule tous ces pauvres individus qui n'ont aucun choix et qui sont laissés à eux-mêmes. Mais il faut aussi, à mon avis, sensibiliser la population à la nécessité de s'adapter aux changements climatiques, de réduire nos émissions et de vivre d'une manière plus dense, un peu plus concentrée et plus sobre. En somme, réduire nos besoins en matière de ressources naturelles pour éviter de contribuer à cette grande demande. Nous pouvons toujours dire « Non, pas chez nous » et ensuite tout faire venir de Chine ou de Bolivie, mais si l'on continue à consommer autant que l'on consomme, eh bien ! tout ce qu'on fait, c'est exporter dans des pays moins rigoureux en matière de normes des dommages écologiques. Donc je pense que c'est très important de penser à ça à propos des interconnexions ; j'y reviendrai.

ROBERT LAPLANTE. — Sur la question du contrôle, le cas du lithium est un cas intéressant. Il y a eu du développement, effectivement, nous avons grignoté quelques morceaux dans la filière, mais nous avons perdu le contrôle. Alors, l'enjeu ce n'est pas juste de transformer le minerai, c'est de le transformer à nos conditions et dans un sens qui renforce le reste et consolide l'intérêt national. Dans le cas du lithium, ce sont les Anglais qui vont dessiner le rythme et les objectifs du développement. Ça a été un choix, et nous aurions pu en faire un autre.

NORMAND MOUSSEAU. — Il faudrait revenir sur le développement minier, mais je redoute que nous manquions de temps.

Plus brièvement, sur la question du transport des personnes, et pour répondre à Pierre-

Olivier Pineau : évidemment, il faut réduire nos émissions. J'ai écrit un rapport quand j'ai été nommé par Martine Ouellet, il y a déjà dix ans, alors que nous étions devant l'obligation de faire de l'aménagement du territoire pour atténuer le problème du transport. Tu ne peux pas réduire le nombre d'autos magiquement, il faut que ça s'inscrive dans une transformation du tissu urbain global au Québec. On peut bien dire qu'il faut que les gens apprennent à vivre de manière plus dense, mais ça ne se fait pas en cinq ans. Revoir le tissu urbain, revoir l'aménagement du territoire, ça prend des décennies. C'est certain qu'il faut faire cela, mais, en parallèle, il faut décarboner et on ne peut compter sur ces transformations-là pour y arriver parce que les échelles de temps ne sont pas les mêmes. Donc, oui, il faut faire ces changements-là, mais il faut décarboner directement et, donc, décarboner les voitures.

Nous avons fait une étude sur l'impact de l'évolution de la taille du parc automobile sur la demande en électricité. Eh bien !, si on laisse la taille continuer à croître comme on le voit depuis vingt ans, c'est 2 gigawatts de plus de puissance à la pointe hivernale qu'il faudra, et c'est une sous-estimation. Le coût en termes d'infrastructure globale de l'électricité de ce genre d'évolution jusqu'à 2035, ça serait 2 gigawatts de puissance de plus, soit 2,5 % de la puissance actuelle ; c'est très significatif.

Mais il y a des manières de faire face à ces pressions. On peut faire comme on le fait pour les véhicules électriques et imposer à chaque constructeur quel doit être le poids moyen de ses véhicules, s'il veut éviter les amendes. Et ainsi de suite : sans aller jusqu'au bonus-malus, on peut normer les choses.

Mais penser que l'on peut arriver à transformer les habitudes des gens, à transformer le tissu urbain, à construire tout un réseau de transport en commun et atteindre les objectifs climatiques actuels ? C'est impossible. À un moment donné, il faut décider : où devons-nous mettre nos énergies en priorité. Certes, nous avons des priorités en parallèle, on doit faire d'autres choses en même temps, mais nous ne devons pas compter sur ces autres choses pour atteindre nos objectifs.

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

Dans les circonstances actuelles, je suis l'homme d'une seule idée, d'une seule obsession. Pour moi, maintenant, c'est la réduction des gaz à effet de serre qui doit nous occuper en premier.

GILLES GAGNÉ. — Le cadre général du débat, il me semble, c'est que nous entrons dans une espèce de guerre des ressources naturelles. Les pays développés ne veulent pas tomber en panne et font déjà de moins en moins confiance au marché mondialisé pour assurer l'allocation des ressources et la sécurité des chaînes d'approvisionnement. Les réactions à la crise climatique vont créer des raretés nouvelles et les économies sont en train de se transformer en économies de guerre.

Dans ce contexte, il me semble que la capacité politique pour chaque société de s'adapter à ses conditions locales, de tenir compte du terrain qui est le sien, devient une chose fondamentale. Je veux bien que l'on dise que le Québec a de mauvaises habitudes et que les Québécois n'ont pas encore réalisé l'importance de la crise, mais il me semble que la capacité d'opérer des changements impératifs, de produire de nouvelles normes, et cetera, ne s'accroîtra pas grâce à l'intégration économique plus large du tissu politique, économique et énergétique du Québec à celui de l'Amérique du Nord-Est. Avec les interconnexions, on parle d'entrer dans des « dispositifs » économiques, mais cela se fait dans le cadre du resserrement des alliances entre les grands pays sûrs, le Friend-shoring par exemple, des alliances qui, elles, ne sont pas des dispositifs, mais des stratégies.

Or, se réclamer maintenant des vertus de l'intégration économique, dont les globalistes ont toujours dit qu'elle avait le merveilleux effet de réduire la marge de discrétion et d'autonomie des États, me semble consister à se réclamer de la mauvaise théorie au mauvais moment. Je veux bien admettre que la conscience écologique des Québécois n'est pas au niveau du problème, mais notre intégration économique plus poussée à une société américaine qui se fait croire que grâce au Green New Deal il sera possible de continuer comme avant ne nous aidera pas beaucoup. Où se trouve

la théorie économique qui dit que l'intégration économique favorisera l'autonomie politique dont nous avons besoin ?

NORMAND MOUSSEAU. — Voyons ! Ça fait quarante ans que nous n'agissons pas. Nous pouvons continuer à nous raconter des histoires. En transition énergétique, ça fait depuis 2005 que nous sommes censés être à l'avant-garde, mais que nous reculons...

MARTINE OUELLET. — Mais justement sur ça, sur la prétendue inconscience écologique des citoyens, sur la surconsommation des Québécois à laquelle on revient tout le temps, sur la surconsommation d'électricité... Moi, j'ai une bonne nouvelle : c'est que l'on peut agir rapidement et sans impact.

Il y a un gros morceau qu'on peut transformer sans impact direct sur la qualité de vie des citoyens, sans leur demander d'efforts surhumains. On n'arrête pas de dire qu'il y aura de gros efforts pour les citoyens, que ça va faire mal, que ça va être difficile : c'est faux. Ce sont justement les arguments de ceux qui veulent maintenir le statu quo, les arguments de ceux qui ne veulent pas commencer par ce qui est facile et faisable.

Remplacer des plinthes électriques par une thermopompe, ça ne change pas la qualité de vie de personne ; mettre de la géothermie dans les commerces, dans les institutions et dans les usines pour de la chauffe, ça ne change pas la qualité de vie de personne ; refuser de recevoir de partout de nouveaux data centers et des fermes de serveurs parce que c'est trop énergivore, ça ne change pas la qualité de vie de personne ; dire que l'on va arrêter de dilapider nos ressources et perdre des milliards de dollars en exportant à perte 20 térawattheures d'électricité aux États-Unis, ça ne change pas la qualité de vie de personne ; ça peut même l'améliorer. Il y a un gros gros morceau de la transition que l'État, par sa propre initiative, peut réaliser.

Et quand l'État agira, et quand les citoyens verront les vrais effets de la surconsommation, moi, je vous garantis, je suis prête à gager là-dessus, qu'ils vont embarquer et qu'ils seront prêts à aller plus loin.

Le vrai problème maintenant, c'est que les gens n'y croient juste plus. Tout se passe comme dans le recyclage : les gens ont embarqué massivement, mais ç'a été si mal mis en place qu'ils se rendent compte que ça ne marche pas, quand tout finit parfois dans les sites d'enfouissement. Les jeunes sont complètement prêts à faire leur part, pourvu qu'ils voient que ça avance. Et faire sa part, ça ne veut pas dire que ça fait mal, que c'est pénible, que ça diminue notre qualité de vie. Il faut se sortir ça de la tête. Et éventuellement, oui, on aura des choix de consommation, on aura à diminuer notre consommation pour diminuer davantage notre empreinte : mais on pourrait-tu commencer par les étapes faciles avant de culpabiliser tout le monde avec la suite. On n'est pas encore rendu là et on se paralyse déjà avec des problèmes qu'on n'a pas.

Sur Churchill Falls, c'est bien mal parti. François Legault est parti pour Terre-Neuve à genoux et en s'excusant. Moi, je peux vous dire que je ne suis pas gênée pour Churchill Falls, pas du tout. Si Hydro-Québec ne l'avait pas fait, si elle n'avait travaillé avec les gens de Terre-Neuve qui voulaient ce développement, Hydro-Québec aurait développé d'autres sites au Québec, et il n'en manquait pas. Et nous aurions aujourd'hui au Québec des capacités comparables à celles qui ont été développées au Labrador, un territoire, soit dit en passant, qui a été volé au Québec, sans son accord évidemment. François Legault a beau venir du monde des affaires, il ne sait plus négocier dès qu'il s'agit du bien commun.

Je termine avec la question que posait Gilles Gagné sur la limite de l'intégration de l'éolien à un système hydroélectrique. Quand l'éolien a débuté, la question se posait de savoir jusqu'où on pouvait aller avec l'éolien. L'Hydro-Québec mettait toujours la barre très bas. Aujourd'hui, il faut faire de nouvelles études sur cette question, que l'on appelle la question du swing. Utiliser les réservoirs comme batterie suppose de recourir à cette technique dans un réseau qui est très compliqué ; alors, c'est sûr qu'il y a une limite à ce swing.

Si nous décidons de continuer à développer l'éolien au Québec, nous n'aurons pas la capacité de faire le swing avec les États-Unis.

Il y a des limites techniques à cette affaire et si nous donnons nos marges d'absorption aux États-Unis, nous ne les aurons plus pour nos propres éoliennes. Il est donc clair qu'il ne faut pas être aveugle là-dedans ; je ne sais pas où est la limite parce que les chiffres qui étaient avancés par Hydro-Québec à l'époque étaient très, très, très conservateurs. Il nous faudra des études indépendantes sur cette question pour être capable de la déterminer ; mais il y a une limite et ça serait bien de la connaître avant de la vendre.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Moi, je ne prône pas du tout l'affaiblissement de l'État québécois ni une perte de nos capacités à prendre des décisions en aménagement du territoire, en éducation, en santé, en code du bâtiment, et cetera. Au contraire, je pense que l'État québécois devrait bien plus activement faire la promotion d'un meilleur aménagement du territoire, de meilleures normes du bâtiment, d'un système de transport beaucoup plus efficace... C'est dans cette optique de systèmes plus efficaces, plus écologiques, mieux opérés que je me range du côté des pays nordiques, par exemple ; ils ont développé des interconnexions parce qu'ils se sont rendu compte que c'était bien plus intelligent d'échanger, de mettre en commun et de commercer. Ils ont compris que ça permettait des économies globales systémiques. Je fais la promotion de ce genre de solution.

Je ne dis pas qu'il faut construire des interconnexions à l'aveugle, mais il faut simplement savoir qu'il y a de grands bénéfices possibles. Et une fois que nous comprenons cela, nous pouvons aller négocier avec nos voisins et leur dire : « Regardez, avec davantage d'interconnexions, vos 120 gigawatts d'électricité offshore de la côte atlantique, eh bien !, ils vont être beaucoup moins coûteux avec nous que sans nous. » Simplement leur dire : « Mais si vous ne voulez pas le faire avec nous, ne le faites pas. »

Car en fait, je suis un peu étonné par l'idée que le grand capital voudrait mettre la main sur le Québec. Aujourd'hui, il n'y a personne aux États-Unis qui veut faire des interconnexions avec le Québec. Le rapport du MIT qui a été

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

mentionné vient du fait qu'Hydro-Québec est allée mendier auprès du MIT pour qu'il fasse ce rapport et que le MIT s'est un peu laissé tordre le bras pour avoir la contribution d'Hydro-Québec à ses programmes. Moi, ça fait dix ans que je travaille sur ce secteur-là ; j'envoie des courriels à des collègues américains et ils ne veulent rien savoir de l'interconnexion avec le Québec, ils s'en foutent complètement. Bon, là c'est sûr que Biden a donné de l'argent pour des interconnexions des lignes de transport. Mais c'est essentiellement à l'intérieur des États-Unis que ça se passe. Il n'y a pas d'Américains intéressés à s'interconnecter avec nous. Nous sommes donc dans une situation complètement absurde où eux-mêmes ne réalisent pas les gains qu'ils pourraient réaliser chez eux s'ils se décarbonaient avec nous, pendant que nous, nous ne réalisons pas les gains économiques que nous pourrions obtenir en nous interconnectant davantage parce que nous ne faisons pas le lobby qu'il faudrait. Cela ne voudrait pas dire que nous exporterions davantage, mais au net, ça serait zéro. C'est juste que nous importerions à bas prix et que nous réexporterions à prix élevé. Et on aurait toute latitude pour utiliser ces fonds-là pour les programmes qui nous conviennent. Mais là, aujourd'hui, on se prive de ces ressources et on retarde la décarbonation régionale. Il ne s'agit pas juste d'une interconnexion pour demain matin ; c'est aussi de commencer à expliquer et à documenter la valeur de ces interconnexions et d'un système plus fluide pour intégrer davantage d'énergie renouvelable, autant chez eux que chez nous, et alimenter nos besoins.

Moi, en fait, je vois l'interconnexion comme allant de pair avec un renforcement de la capacité politique québécoise. C'est vrai que les pays de l'Union européenne ont perdu en souveraineté avec les directives de Bruxelles, mais les pays nordiques, ils ont réussi, eux, à travers la coopération et grâce à des normes équivalentes, à préserver leur souveraineté.

GILLES GAGNÉ. — Il y a quelque chose d'inédit dans le bonheur scandinave ; la théorie économique et les programmes globalistes disent que c'est par une plus grande intégra-

tion que l'économie internationale se libère de l'« arbitraire » des gouvernements et qu'une telle intégration fonctionne comme une « constitution » susceptible de protéger la circulation des investissements contre les décisions nationales. En somme, on soutient couramment qu'il s'agit d'affaiblir les capacités discrétionnaires (normatives, culturelles, fiscales, démocratiques, etc.) des gouvernements. Là, vous nous faites le portrait d'un programme d'intégration où les deux se renforcent de concert.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Oui, mais dans des secteurs différents. C'est vrai que nous aurions peut-être, ultimement, moins la latitude de garder de bas prix au Québec pour faire plaisir aux consommateurs riches et leur permettre d'avoir accès à de l'énergie bon marché ; nous perdriions cette latitude-là...

GILLES GAGNÉ. — C'est curieux ! Est-ce raisonnable de parler d'une hausse de prix pour rationner les riches ? Qui est puni en premier par une hausse du prix de l'énergie ? Le rationnement ne s'applique pas d'abord aux plus riches, que vous imaginez très sensibles au prix...

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — D'accord, ce sont les plus pauvres qui en souffrent le plus ; mais qui consomment le plus d'électricité ? Ce sont les plus riches. Et aujourd'hui, avec notre politique tarifaire, on aide beaucoup plus les ménages à revenus élevés qui consomment plus, mais qui eux ne font pas les actions d'efficacité d'énergie qu'ils feraient s'ils payaient un prix plus élevé.

PIERRE DUBUC. — Je ne sais pas si les États-Unis sont intéressés ou pas à l'interconnexion, mais le ministre libéral Dominic LeBlanc avait l'air d'y croire quand il disait au premier ministre du Nouveau-Brunswick de regarder du côté des juridictions avoisinantes pour diminuer le coût du financement de la boucle.

Il y a de toute évidence quelque chose qui se passe là, peut-être que c'est récent, peut-être que ce sont les subventions de l'administration Biden qui font que l'on regarde maintenant les

choses très différemment de ce qui était le cas auparavant.

Sur les négociations à venir, je comprends que les pays nordiques, qui sont à peu près de taille égale, puissent arriver à une entente, mais je t'inviterais à regarder la dernière négociation du traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ; le Canada s'est fait drôlement rouler dans la farine. Je te conseille de commencer par le livre de notre ami Robert Lighthizer, le négociateur américain qui explique comment il a procédé. Comme il le dit : No Trade Is Free, c'est le titre de son livre, un titre qui rend très bien compte de l'état d'esprit qui règne maintenant chez les Américains, un état d'esprit que le livre défend.

Mais ce que je voulais dire surtout, c'est qu'avec tous ces projets, avec l'augmentation prévue du prix de l'électricité, avec la construction de nouveaux barrages, avec la mise en place d'éoliennes, et tout le reste, les coûts vont augmenter. Le gouvernement Legault n'est peut-être pas un bon négociateur, mais il a une maudite bonne équipe de communication. Ils ont commencé à parler de partir la laveuse la nuit, de réduire le nombre de voitures de moitié ; on prépare l'opinion publique à des hausses de coûts. À mesure que ça va arriver, je pense que les gens vont commencer à demander : pourquoi tout ça ?

Et il y a les projets miniers qui vont toucher les communautés autochtones, mais aussi d'autres endroits dans le Sud. Je pense que les gens vont réagir, on le voit déjà avec les éoliennes. Tout ça ne passera pas en douceur, les gens vont demander des explications. Je pense d'ailleurs que c'est pour ça que Gilles Gagné nous a invités ici : comme Hydro-Québec va être au centre de ces bouleversements, la question du projet de société va se poser.

Je ne suis pas contre, évidemment, que nous développons l'efficacité énergétique des voitures grâce à l'électricité. Mais je pensais que nous avions quand même un créneau spécifique à développer du côté des autobus électriques ; je ne vois pas pourquoi nous finançons la production d'éléments des batteries qui seront produites en Ontario et qui finiront dans des Hummers. Il me semble que nous

pourrions être plus sélectifs et y aller avec des éléments qui relèvent du transport en commun. Il me semble que c'est cette sorte de discernement qui n'existe pas au gouvernement. Nous embarquons donc sans réfléchir dans des projets américains qui sont finalement des préparatifs de guerre, il ne faut pas se le cacher. En tout cas, l'administration américaine ne s'en cache pas. Je donnais en commençant la liste des matériaux stratégiques contrôlée par la Chine. Quand c'est rendu au point où le Pentagone s'intéresse aux mines et au financement des projets miniers, quand on dit dans les pays développés qu'il faut maintenant faire des alliances avec des pays militairement sûrs, nous devons nous demander quel sera le poids du Québec là-dedans et être prudents. Il faut tenir compte de la situation générale pour voir plus clair.

NORMAND MOUSSEAU. — Encore une fois, il me semble qu'il y a une confusion ici. La réduction des émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire la décarbonation de l'économie, ce n'est pas juste la question de trois ou quatre usines. On parle de décarboner l'entièreté de nos activités et de ramener à zéro notre utilisation du gaz et du pétrole. Il faut distinguer ça de la mise en place d'une nouvelle filière basée sur quelques mines de lithium. Ce sont deux choses complètement différentes, relativement indépendantes.

Je veux ramener tout cela à ce que disait Robert Laplante sur la question du contrôle. Nous avons à peu près l'entière compétence constitutionnelle pour agir dans la transition énergétique. Or, nous n'agissons pas, nous sommes tout croche, et ça n'a rien à voir avec l'indépendance du Québec. Dans le bâtiment et le code du bâtiment, le Québec a l'entière capacité. La même chose dans le domaine de l'aménagement du territoire. Nous avons un marché du carbone avec la Californie et nous en dilapidons les fonds de manière abominable. Nous n'avons pas besoin du Fédéral pour dilapider les fonds, et le Fédéral fait d'ailleurs la même chose de son côté.

Tout ça, c'est simplement une question d'incompétence. C'est comme ça depuis quinze ou vingt ans. On est incapables et on est incapables dans plein de dossiers. La machine étatique est

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

incapable de livrer. C'est l'enjeu central, l'enjeu posé par une gouvernance horrible.

Nous parlions des transports en commun. Dans le cas du métro de l'Est, on parle de 36 milliards de dollars pour 27 kilomètres ; le même métro construit présentement à Toulouse coûtera 5 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros). C'est six ou sept fois plus cher ici pour creuser un trou ; il y a un mystère là-dedans. Nous sommes d'une incompétence totale quand il s'agit de réaliser de grands projets ; les Français vont livrer le métro de Toulouse, 27 kilomètres sous terre, plus vite que le tramway de Québec et deux fois plus vite que la ligne d'autobus en voie réservée sur Pie-IX. Nous avons un méchant problème.

Alors, il ne faut pas confondre en plus le développement économique ou la création de nouvelles filières avec la question de la décarbonation. Si nous étions plus fins, nous ferions évidemment les deux en même temps. La décarbonation du secteur industriel, du secteur manufacturier et du bâtiment est un domaine où nous devons aller plus vite que les autres pour atteindre nos objectifs. Si nous y allions rondement, nous pourrions développer un savoir-faire exportable dans ce domaine et faire du développement économique par la même occasion. Mais comme il n'y a pas de décision, nous devons importer du savoir-faire de l'extérieur quand nous serons contraints d'agir.

Nous sommes en train de rater le coche du point de vue du positionnement, nous sommes en train de rater le coche du point de vue de la décarbonation, nous faisons du surplace depuis 1990, en gros. Il y a d'autres pays qui font du surplace, mais au moins ils ne font pas à répétition des promesses qu'ils ne tiennent pas. Nous, nous promettons à chaque année et nous échouons à chaque année.

C'est ça pour moi l'enjeu « Hydro-Québec » : alors que ça devrait être la locomotive pour amener les transformations urgentes, Hydro-Québec a les deux pieds sur le frein depuis trop longtemps. On est incapable de bouger ; et c'est comme ça, aussi bien du côté de l'État que du côté des sociétés publiques. Dans son dernier plan stratégique, celui de Mme Brochu, il est dit qu'Hydro-Québec allait être un acteur

parmi les autres pour la décarbonation. C'est ridicule ! Ce n'est pas un acteur parmi les autres, c'est l'acteur central. Et tout ça n'a rien à voir avec les libéraux ou pas les libéraux, avec le Fédéral ou pas le Fédéral ; c'est la machine qui ne bouge plus...

GILLES GAGNÉ. — Je comprends, je comprends, mais il y avait cette espèce d'idée il y a quelques années selon laquelle il fallait privatiser Hydro-Québec, ou la SAQ, des choses comme ça. Avec les minicentrales et l'éolien, les libéraux de Charest-Couillard ont trouvé beaucoup mieux que la privatisation. Ils ont entrepris de mettre autour d'Hydro des dizaines de petits cochons qui s'abreuvent à la centrale avec des contrats et des garanties qui déplacent des profits vers les investisseurs et qui empilent les contraintes du côté de la société d'État. Nous sommes restés pris là-dedans. La machine ne marche plus parce qu'elle n'est plus sur ses pieds...

NORMAND MOUSSEAU. — Hydro-Québec avait parfaitement la capacité de dire : « Nous, nous planifions, nous construisons une ligne d'approvisionnement pour Montréal. » Ça n'a rien à voir avec le privé. Mais Hydro ne l'a pas fait ; ce n'est pas une question de privé ou de public, cette histoire-là. Il y a un problème qui touche à l'incapacité à se projeter...

GILLES LABELLE. — Nous approchons de midi ; allons-y pour les dernières interventions.

PIERRE-OLIVIER PINEAU. — Je suis d'accord pour dire qu'il a de l'inertie partout : il y en a à Hydro-Québec, il y en a dans les ministères, il y en a dans la société, il y a de l'inertie partout. Moi, ce que je refuse de dire, c'est qu'Hydro-Québec peut tout faire. Oui, ça peut être la pierre angulaire centrale, mais il ne faut pas penser que nous pouvons nous en tirer sans faire de l'aménagement du territoire ; c'est central. Or, Hydro-Québec ne peut rien faire là-dedans. Les systèmes de transport, c'est central ; or Hydro ne peut rien faire sur cette question.

On peut bien espérer qu'Hydro prenne le leadership, mais en fait ça ne peut pas se réaliser s'il n'y a pas un assentiment politique

et même une compréhension partagée des choses dans la société. Mais au lieu de ça, à chaque fois qu'il est question de hausses de tarifs, c'est un bouclier d'oppositions et de plaintes qui se lève pour dire que ce n'est pas possible. Et en plus, il ne s'agit même pas des hausses de tarifs que je souhaiterais, mais simplement des hausses de tarifs pour payer des infrastructures ! Et même là, comme Normand Mousseau le disait, Hydro-Québec, qui aurait pu faire des lignes de transport pour alimenter Montréal, ne l'a pas fait ; sans une volonté politique et populaire de le faire, ce n'est juste pas possible. Il faudrait une mobilisation. C'est vrai qu'Hydro-Québec n'a pas assez parlé de ça, c'est un problème, mais c'est à l'échelle de la société que l'on n'en parle pas assez et qu'il manque de conscientisation.

ROBERT LAPLANTE. — C'est vrai que Québec a tous les moyens pour agir. Ce qui lui manque, ce n'est pas seulement la volonté d'agir, c'est une doctrine d'État.

À défaut d'une doctrine d'État, on essaie de se convaincre que la décarbonation peut se faire par les autres. Alors on est content de voir arriver les Chinois qui s'achètent des mines de lithium, on est content de voir Ford et GM qui s'installent dans ce secteur et on s'imagine que la régulation par le marché va finir par atteindre et nos objectifs environnementaux, et nos objectifs de société. On se trompe évidemment sur les deux tableaux puisque dans les deux cas on a renoncé à contrôler quoi que ce soit.

MARTINE OUELLET. — Il y a des choses que j'entends qui me font réagir très, très fort : « Nous sommes incapables, nous sommes d'une incompetence totale, il a de l'inertie partout dans la société, la machine est enrayée... »

Ce n'est pas vrai : la machine n'a plus de commandes à exécuter, voilà le problème !!! Alors, on fait dans la culpabilisation, on transforme la critique du désordre actuel en condamnation à perpétuité.

« Hydro-Québec pourrait agir indépendamment de la politique. » Mais non, ce n'est pas vrai ! La direction d'Hydro-Québec est nommée par le gouvernement selon des choix et des visions politiques.

C'est vrai que l'on constate, depuis un bon bout de temps, que les choses vont tout croche. Selon mon analyse, cela est arrivé en même temps que le néolibéralisme s'est installé au Québec. L'État du Québec a été « hold-uppé » par le néolibéralisme, une doctrine qui, sous prétexte de libéralisme, enseigne à faire le siphonnage de l'argent public pour garantir les profits privés.

« Hydro-Québec n'a pas la capacité de se projeter. » Mais non, ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas que la direction d'Hydro-Québec n'a pas la capacité de se projeter dans l'avenir, c'est qu'elle n'a pas le mandat de le faire.

Alors moi, je voudrais que l'on arrête de dire que nous sommes incompetents. Au contraire, nous sommes extrêmement compétents au Québec et la vérité c'est que tout s'embrouille dès que nous nous laissons définir par des intérêts occultes.

Prenez le tramway de Québec, une horreur en termes de gaspillage de fonds publics et en termes de mauvais choix technologiques. À qui ce projet convient-il ? Eh bien !, il y a un seul soumissionnaire : Alstom. Par hasard ? Encore une fois nous voyons ce qui arrive quand les intérêts privés prennent le pas sur tous les autres intérêts.

Il y a d'autres exemples. Pierre-Olivier Pineau, je sais que la chaire des HEC en énergie est ta chaire et je trouve cela bien correct. Je suis une diplômée des HEC ; je ne sais pas si les choses ont changé, mais à l'époque le néolibéralisme y régnait sans partage. Toujours est-il que cette chaire en énergie est financée par Boralex, Enbridge, Énergir, Evolugen, Greenfield Global, Schneider, Valero, WSP, tous des intérêts particuliers dans le domaine de l'énergie. Il est très clair qu'à un moment donné, tu dois faire des choix dans tes prises de position pour ne pas trop déranger l'un ou l'autre de tes financiers, au risque de les perdre.

Cela nous montre que les intérêts privés sont rendus jusque dans nos universités. Moi, je dénonce ça. Je pense qu'il y a une dérive extrêmement importante de l'ensemble de l'État, et pas seulement de l'État et du gouvernement : c'est rendu maintenant dans les universités, jusque dans le domaine du savoir

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

PIERRE DUBUC
NORMAND MOUSSEAU
MARTINE OUELLET
PIERRE-OLIVIER PINEAU

lui-même. Quand j'ai travaillé en recherche et développement, c'est l'État qui choisissait les projets de recherche. Maintenant, c'est le privé qui choisit, ou le gouvernement fédéral, parce que le gouvernement provincial n'a même plus ses propres équipes d'analyse de projets.

Je finirai sur la question de l'indépendance du Québec...

NORMAND MOUSSEAU. — Je veux intervenir là-dessus pour défendre Pierre-Olivier Pineau, et les opinions de Pierre-Olivier, qui seraient les mêmes dans tous les cas. Pour avoir travaillé avec lui, je ne doute pas de son indépendance intellectuelle, et même si je ne suis pas toujours d'accord avec lui, de son intégrité...

MARTINE OUELLET. — Je suis d'accord, et c'est probablement la même chose pour les journalistes qui ont des contraintes éditoriales : probablement qu'ils auraient les mêmes opinions, mais probablement aussi que les intérêts particuliers ne financeraient pas les opinions de quelqu'un qui auraient des vues complètement contraires aux leurs. C'est dans ce sens-là que ça joue, dans le sens de la visibilité, pas dans celui de l'honnêteté...

Sur l'indépendance du Québec, et sur la doctrine d'État : quand Normand Mousseau dit que notre décarbonation n'a rien à voir avec le gouvernement fédéral, eh bien !, indirectement, oui, ça a à voir parce que nous payons pour le pétrole bitumineux, nous payons pour les batteries qui seront produites en Ontario ; tout cela coûte des milliards et des milliards et si nous pouvions investir ces milliards dans la transition, ça donnerait un sacré coup de pouce. Notre responsabilité, c'est de faire la transition ici, personne ne la fera à notre place...

NORMAND MOUSSEAU. — À voir la façon dont nous investissons présentement, je ne suis pas certain que ça changerait quoi que soit...

MARTINE OUELLET. — C'est vrai. Quand la même chose se fait au Québec, ce n'est pas mieux juste parce que ça se fait au Québec. Nous avons des problèmes au Québec aussi...

NORMAND MOUSSEAU. — En Angleterre, qui n'est pas un pays particulièrement à gauche, les choses fonctionnent beaucoup mieux sans un appareil comme Hydro. Donc, pour moi, il faut faire la différence entre le hold-up de l'État et le fait que nous ne sommes pas foutus d'avoir une fonction publique, à Québec ou à Ottawa, qui livre la marchandise...

MARTINE OUELLET. — ... et des politiciens pour lui donner les commandes qu'elle attend...

GILLES LABELLE. — Bon, je crois que nous allons devoir nous arrêter maintenant, sur une question. Robert Laplante a parlé de doctrine d'État ; c'est une question qui pourrait faire l'objet d'un forum intéressant parce qu'elle change un peu l'angle de l'analyse. Ce n'est plus seulement ou principalement la question de l'indépendance politique ou celle de l'opposition public/privé qui est en jeu dans cette idée : une doctrine d'État, la question de la volonté politique, c'est beaucoup plus large. La possibilité d'un État, au sens fort du terme et dans le monde contemporain, a souvent été discutée ici, récemment par Éric Martin par exemple. L'État n'est pas une organisation plus ou moins efficace ; c'est l'institution du commun...

NORMAND MOUSSEAU. — Pendant ce temps, nous refaisons notre système de santé sur un coin de table, pour la nième fois...

GILLES LABELLE. — En attendant les résultats, nous remercions les panélistes : vous avez été polémiques mais généreux.

GILLES GAGNÉ. — Au nom des *Cahiers Société*, je vous remercie d'avoir accepté cette invitation et d'avoir ainsi accepté les risques de la confrontation.